

PRENUMERATA

w Parzyu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

POŁROCZNIĘ..... 16 fr.

ROCZNIE 30 fr.

Zagranicą :

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAIN 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAIN 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION**La leçon de l'Histoire**

Les affaires de Pologne intéressent la France au suprême degré, en parlant ainsi, je ne m'occupe pas de la sympathie séculaire qui unit les deux pays, je ne regarde que l'intérêt français et l'Histoire en mains, je vois que la question polonaise a toujours été pour la France une question vitale, parce que c'est une question « d'équilibre européen », et depuis que la politique française s'est dégagée et affirmée, depuis que ses grands hommes d'Etat, de Richelieu à Talleyrand, l'ont lumineusement commentée et appliquée, depuis surtout les traités de Westphalie qui l'ont imposée au monde, l'intérêt de la France ne peut pas se séparer de l'équilibre de l'Europe. Cet équilibre, qui s'inspire des principes d'ordre et d'harmonie établis par l'école classique au point de vue littéraire, repousse toutes les conquêtes brutales, toutes les sujétions, toutes les hégémonies. Il exige le libre développement et l'épanouissement naturel de toutes les nations et de tous les êtres et, beaucoup mieux que l'idée de nationalité qui n'a abouti qu'à de sauvages guerres de races, la doctrine de l'équilibre européen était parvenue à créer, au milieu du XVIII^e siècle, une ère de civilisation et de paix, de véritable internationalisme intellectuel, une époque enfin qui, seule, a connu la « douceur de vivre ».

Cet équilibre européen a été rompu à la fin du XVIII^e siècle par les partages de la Pologne et, à partir de ce moment, les « guerres d'enfer », les pires spoliations ont été légitimées, la « raison du plus fort » a cessé d'être constatée seulement avec l'ironie indignée d'un La Fontaine, elle est devenue un droit, une espèce de religion nouvelle. C'est vers cette époque, qui va de 1765 à 1772 environ que je me suis reportée sous l'influence des événements contemporains et, c'est en lisant le « Secret du Roi », de Broglie, que j'ai remarqué à quel point l'Histoire change peu et combien ce « silence » de M. Millerand ressemblait au silence d'un autre qui eut alors dans ses mains les destinées de la France... et de la Pologne. C'était d'ailleurs un grand silencieux, que ce pâle et beau Louis XV que personne, je crois, n'a bien connu, puisque Madame de Pompadour elle-même disait que son caractère « présentait une énigme incompréhensible ». Tous les mémoires du temps, particulièrement ceux de Du-fort de Cheverny, le montrent comme un ennuyé et un égoïste, un voluptueux que les plaisirs les plus raffinés n'arrivent pas à satisfaire, mais dans le « Secret du Roi », nous voyons apparaître une autre figure : celle de l'homme tout pénétré des principes d'équilibre européen, dont l'intelligence est assez fine et assez averte, pour « comprendre » ce que l'intérêt national lui commande de faire, mais dont la volonté n'est pas assez forte pour « agir », ni même pour « parler », pour parler en maître. Les papiers du comte de Broglie, qui était l'agent de la diplomatie privée de Louis XV en Pologne, ont montré que le maintien de l'indépendance polonaise formait le grand souci du roi de France parce qu'il y voyait la base indispensable à la bonne organisation de l'Europe. Nous avons, dans ce livre du « Secret du Roi » des lettres saisissantes d'une éternelle actualité : il faut contenir, par la Pologne, la ruée asiatique, toujours menaçante à l'Est et qui couvre du nom de civilisation et de progrès les cupidités du Barbar à l'égard de la latinité ; la Russie des Tsars était la grande ennemie de Louis XV, et de son ministre Choiseul, ils voyaient dans le séjour

perpétuel de ses troupes en Pologne le prélude d'une invasion générale de l'Europe ; la Russie des Soviets ne présente-t-elle pas les mêmes dangers ? ses buts ne sont-ils pas les mêmes ? Ne demandait-elle pas ces jours derniers, pour l'armée rouge, ce droit de passage en terre polonaise que Catherine II obtenait jadis pour ses Cosacos ?

Les projets ambitieux du « marquis de Brandebourg » inquiétaient aussi Louis XV, il recommandait au comte de Broglie de se défier des menées russes-prussiennes ; il voudrait fortifier la Pologne pour qu'elle puisse opposer une barrière véritable entre Frédéric et Catherine (les partages ont bien prouvé que cette pensée était sage et que les deux larrons devaient être séparés). N'avons-nous pas aujourd'hui une crainte semblable ? L'Allemagne se « réorganise », comme elle « s'organisait » au temps de Frédéric, elle a des ambitions plus vastes encore, pour cela, elle ne demande qu'à se servir de son ancien complice de 1772, soit pour en tirer des ressources, soit pour en épouvanter l'Europe.

D'autres analogies ne sont pas moins frappantes : 1770 marque l'affondrement de l'influence française en Orient ; les Turcs, soutenus par Choiseul, sont définitivement vaincus par les Russes alliés aux « Anglais ». La France perd alors sa situation prépondérante sur les Détroits ; ses vieilles alliances, Suède, Pologne, Turquie, se brisent l'une après l'autre, elle reste isolée, à l'occident, sans contre-poids à l'Est. Elle en sentira cruellement les conséquences pendant tout le XIX^e siècle et même au commencement du XX^e.

Devant ce bouleversement de l'Europe, devant ce mépris du droit des gens, mépris qui l'outrageait personnellement, la France de Louis XV s'est tue. Elle a assisté à la diminution de son prestige, à la ruine de son influence ; les partages de la Pologne ont prouvé qu'elle ne comptait plus en Europe ; va-t-on aujourd'hui commettre la même erreur ? la leçon ne profitera-t-elle à personne ? Comme les confédérés de Bar à Choiseul, Pilsudzki envoie un émouvant appel à la France, ne l'écouterait-on pas ? Ne sent-on pas que ce sont encore une fois les destinées de l'Europe et de la civilisation latine qui se décident là-bas, sur la mouvante frontière du front polonais ? Comme au XVIII^e siècle, n'est-ce pas encore malheureusement une alliance qui ferme la bouche de la France ? Louis XV dit un jour à Marie-Antoinette : « Il ne faut pas parler des affaires de la Pologne devant vous, parce que vos parents ne sont pas du même avis que nous ». Ce fut sa seule protestation en face des intrigues austro-hongroises qui l'enserraient comme d'un réseau. Marie-Thérèse avait recours à toute son habileté pour faire accepter au roi le recul de l'influence française, l'écrasement des plus anciens alliés de la France. Cette attitude humiliante ne se renouvelera-t-elle pas aujourd'hui vis-à-vis de l'autre Puissance qui, à la faveur des services rendus naguère, élimine la France de l'Orient et lui impose, à l'égard de la Pologne, ce « silence » lourd comme un remords ?

Anne-Marie GASZTOWTT.

Gardons Courage !

La Pologne traverse de nouveau une période de malheurs.

Son infortune est si grande qu'elle semblerait irrémédiable à d'autres peuples moins stoïques et moins courageux que le peuple polonais.

Dans l'espace de quelques semaines, la Pologne a perdu ses provinces historiques de Vilno, de Minsk et de Pinsk ; elle a perdu cette frontière que pendant des mois le front de bataille contre les bolcheviks avait tracée.

La Pologne perd cent cinquante mille kilomètres carrés d'un territoire où la population polonaise est nombreuse, où la civilisation polonaise est prépondérante.

Elle perd une terre de peuplement indispensable à l'excès de population qui se manifeste dans le Royaume et en Galicie. La Russie déjà trop grande, et pour cette raison incapable de se gouverner, va s'agrandir aux dépens de la Pologne. La Pologne fait d'autres pertes encore.

Elle perd le rang de grande puissance, auquel elle pouvait prétendre. Presque aussi étendue que l'Allemagne, lorsqu'elle avait la Bérezina pour frontière orientale, la Pologne pouvait espérer devenir aussi peuplée que l'Allemagne au cours du présent siècle. La merveilleuse vitalité du peuple polonais était capable de cet effort.

Mais il est écrit qu'il ne doit y avoir qu'une seule grande puissance slave, justement la moins slave de toutes et qui doit sa force brutale aux nombreux éléments asiatiques qui l'habitent.

**

Voilà donc la Pologne ramenée à ses frontières « ethnographiques », expression dont abusent les hommes d'Etat. C'est merveille de voir comme la question polonaise est encore mal connue des personnages qui dirigent la politique, en France et surtout en Angleterre.

A cet égard, les bolcheviks n'ont pas hésité à faire la leçon à M. Lloyd George, qui, dans sa malveillance antipolonaise, avait imposé à la Pologne, le 12 juillet dernier, un armistice ultimatum qui étranglait littéralement le peuple polonais. Les bolcheviks se sont montrés plus généreux que M. Lloyd George !

A ses amis lituaniens, M. Lloyd George voulait donner non seulement Vilno et Grodno, mais Suwalki, trois villes où les Lituaniens ne sont vraiment qu'une minorité.

M. Lloyd George, d'autre part, tient à une Pologne aussi petite que possible ; aussi voulait-il lui reprendre la terre de Chelm et la Galicie Orientale.

Le Gouvernement des Soviets n'a pas accepté de reprendre Chelm à la Pologne. Dans sa réponse à la proposition d'armistice de M. Lloyd George, il a fait ressortir l'influence que les nationalistes russes, émigrés à Londres et à Paris, ont pu exercer sur les Alliés ; ce sont eux qui ont incité M. Lloyd George à réclamer à la Pologne la terre de Chelm. M. Sazonov voulait perpétrer l'attentat que son beau-frère, Stolypine,

accomplit en 1912 contre l'intégrité du Royaume de Pologne.

L'habileté des Soviets dans cette affaire est évidente.

Ils savent que les nationalistes russes modérés, comme Savinkoff et Roditchet, actuellement à Varsovie, sont décidés, d'accord avec le général Wrangel, à poursuivre la lutte coûte que coûte contre les bolcheviks. Dans cette lutte, les nationalistes russes ont besoin du concours de la Pologne, et ce concours ils sont décidés à le payer par des concessions territoriales.

« Ce qui importe à la Russie, a déclaré Savinkoff, ce ne sont pas quelques districts de plus ou de moins ; c'est de se délivrer du bolchevisme. Le désintéressement de la Russie au point de vue territorial, lui vaudra au contraire des amitiés précieuses. »

Pour faire échec à cette politique que les amis de Savinkoff mènent actuellement à Varsovie même, les Soviets ont fait les généreux à l'égard de la Pologne, ce qui leur a permis en même temps de souligner la malveillance antipolonaise qui inspire l'ultimatum de M. Lloyd George.

Ce n'est pas le moment d'analyser les influences politiques, sociales et « religieuses » qui sont à la base des sentiments polonophobes de M. Lloyd George. Cet homme, que l'on s'imaginait comme un penseur libre, vraiment libre, se plaît au contraire aux passions qui sévissent dans la multitude des petites églises protestantes où les sectes se disputent la pensée religieuse des Anglais.

M. Lloyd George n'aime pas plus la Pologne qu'il n'aime l'Irlande, et l'histoire démontrera que, sous les apparences « brave homme », qu'il se donne si volontiers, M. Lloyd George a fait à la Pologne, par des procédés obliques, tout le mal qu'il a pu.

C'est M. Lloyd George qui, jusqu'à ce jour, s'est opposé à la domination de la Pologne sur Dantzig et la Haute-Silésie.

Si la Pologne était aujourd'hui maîtresse à Dantzig et en Haute-Silésie, sa situation militaire serait bien meilleure que nous ne la voyons, son ravitaillement en munitions serait assuré depuis longtemps par Dantzig, et les ressources industrielles de la Haute-Silésie fourniraient à l'armée polonaise les armes dont elle manque.

Si je n'insiste pas davantage sur les fautes que les Alliés ont commises à l'égard de la Pologne, sous l'influence de M. Lloyd George, je n'insisterai pas non plus sur les erreurs commises par la Pologne elle-même.

Ceux-là peuvent se frapper la poitrine et prononcer leur « Mea culpa », qui ont dit avec un orgueil intempestif : « La Polonia fara da se ».

Certes, la Pologne s'est « conservée » elle-même au milieu des plus terribles épreuves. Certes, la « nation » polonaise s'est faite elle-même, et elle s'est maintenue vivante par son propre effort, en dépit des puissances hostiles qui voulaient sa mort.

Mais l'« Etat » polonais ne pouvait renaître, et surtout il ne pouvait atteindre la puissance que nous voudrions lui donner, qu'en s'appuyant sur d'autres Etats amis.

Il fallait donc faire effort pour réduire l'hostilité sourde de l'Angleterre et pour aviver les sympathies de la France. Les gouvernements qui se sont succédé à Varsovie ont-ils appliqué toutes leurs forces à remplir ce programme ? On ne saurait l'affirmer.

Varsovie s'est attaché insuffisamment à faire comprendre la politique polonaise. On l'a bien vu lorsque les événements militaires ont conduit l'armée polonaise vers Kief; la moitié de la presse française n'a pas compris le geste de

la Pologne, et le maréchal Foch lui-même a rendu publiques des critiques qu'il aurait mieux valu garder secrètes.

Deux choses ont manqué au succès du plan politique et militaire de la Pologne; d'une part, les moyens matériels, d'autre part la confiance des Alliés.

Ce double défaut, la Pologne et les Alliés peuvent s'en partager la responsabilité.

Mais aujourd'hui que les événements ont ouvert les yeux à tout le monde, est-il donc impossible de parer au défaut que nous signations ?

L'Angleterre se trouve en présence du danger bolcheviste aux Indes et en Asie Mineure. Depuis un an ce danger ne cesse de grandir. L'Angleterre envoie des renforts en Mésopotamie et encourage l'armée grecque dans sa guerre contre les Turcs.

Le rôle de l'armée grecque, en Asie, l'armée polonaise aurait pu le remplir en Europe, si M. Lloyd George avait mieux compris le problème polonais. Est-il trop tard pour que M. Lloyd George comprenne ? Evidemment non ! Mais le voudra-t-il ?

Par Dantzig, l'Angleterre peut faire tout ce qu'elle veut en faveur de la Pologne. Il lui suffirait de vouloir.

Quant à la France, elle peut bien objecter que ses secours à la Pologne dépassent ses ressources financières. Mais qu'est-ce qu'un milliard de plus ou de moins dans nos budgets actuels ?

Les canons et les fusils français sont présentement aussi utiles sur les bords de la Vistule que sur les bords du Rhin. M. Millerand l'a compris, lorsqu'il a dit à la Chambre et au Sénat qu'il soutiendra la Pologne « de toutes ses forces ».

L'armistice n'est qu'une suspension d'armes, et il n'interdit pas aux peuples en guerre de préparer à l'intérieur de nouvelles forces militaires.

Il n'y a aucune mauvaise foi de la part de la Pologne à organiser les forces dont elle dispose et que des événements malencontreux l'ont empêchée jusqu'ici d'organiser.

La Pologne a le droit et le devoir de se présenter à la nouvelle Conférence de paix avec tous ses moyens politiques et militaires.

La Pologne n'est pas seulement un Etat dont les intérêts particuliers doivent être défendus par ses nationaux avec toute l'énergie possible ; c'est aussi une puissance politique qui tient sa place parmi d'autres puissances et qui doit l'occuper aussi largement qu'il convient à la sécurité de ces puissances.

L'équilibre international ne permet pas que la Pologne soit réduite à des frontières trop étroites.

Déjà l'on a senti en Europe le danger que présente le voisinage de la Russie et de l'Allemagne et la collusion qui pourrait s'établir entre les gouvernements de ces deux pays. La République Tchéco-Slovaque fort sage, a fait un pas dans la voie de la réconciliation avec la Pologne.

La nation polonaise subit une épreuve redoutable. On se croirait revenu aux temps de Chmielnicki, de Skrzetuski, de Kmita et de messire Wolodjowski. Mais au XVII^e siècle, lorsque l'Orient envahissait et submergeait la Pologne, lorsqu'un véritable déluge s'abattait sur la République, la nation polonaise n'avait qu'une organisation politique précaire, et ses Alliés étaient impuissants à la secourir.

Aujourd'hui, il ne dépend que de la Pologne de se donner une solide organisation politique ; mais il dépend de ses alliés que la force militaire, dont dispose la Pologne, la préserve des coups de l'extérieur et des aspirations de l'intérieur.

La guerre serait plus d'à moitié perdue pour la France si la Pologne était affaiblie et vassale de la Russie et de l'Allemagne.

Georges BIENAINÉ.

Nos Vrais Amis

MARC SANGNIER

En 1913, ceux qui s'avaient de mentionner seulement le nom de la Pologne, risquaient de recevoir un accueil plutôt froid. Avec un air réservé on leur disait : « Mon Dieu, Monsieur, — ou Madame — oui, sans doute, c'est malheureux, mais... notre République amie et alliée avec l'Empereur de toutes les Russies, alors, nos intérêts... enfin, vous comprenez... »

On comprenait que l'on n'était pas à la page. Or, quel ne fut pas ma joie, lorsqu'un de mes jeunes confrères, Claudio Colas, collaborateur de « La Démocratie », âme ardente, cœur dévoué à toutes les nobles causes, est venu m'annoncer que Marc Sangnier va parler de la Pologne et dans un grand meeting à Paris il glorifiera « un peuple qui ne veut pas mourir ».

Claudio Colas avait pour la Pologne le même sentiment que ceux de ses compatriotes qui, en 1863, ont donné leur sang et leur vie pour Elle. Il ne voulait pas admettre que le sort de la Pologne fut définitivement réglé par le partage, et parfois, comme inspiré, il « prophétisait » la prochaine résurrection de la Suppliciée. Il faisait des magnifiques projets concernant l'alliance intellectuelle entre la France et la Pologne, et devait écrire un grand roman, dont l'action se passait à Cracovie. Hélas, la guerre a fauché cette jeune et belle existence. Frappé au front par une balle allemande, Claudio Colas est resté au champ d'honneur en 1914. Nous avons perdu en lui un de nos meilleurs amis. Mais un an avant sa fin prématurée, il est venu chez moi, plein d'espoir et il me faisait l'éloge de Marc Sangnier, de cet apôtre sincère, dont l'activité a pour but

de créer la vraie démocratie, et il m'engageait à aller l'entendre parler en faveur de la Pologne.

La grande salle de l'Hôtel des Sociétés Savantes fut comble ce soir-là. L'auditoire, composé des éléments les plus divers : ouvriers, étudiants, droitiers élégants, et les extrémistes à la tenue débraillée. Seule la bourgeoisie française avait peu de représentants, car, la majorité fut gênée par leurs portefeuilles remplis des coupons de l'emprunt russe. Il y avait là aussi des étrangers : des Allemands et des Russes révolutionnaires, mais peu de Polonais. Trop déçus, ils ne croyaient plus aux paroles.

Cependant, le procès que l'orateur a fait courageusement, héroïquement, aux participants politiques de ce crime d'assassinat d'un peuple, méritait d'être entendu. Marc Sangnier flétrissait les compromis, proclamait le droit à la vie et à la liberté de chaque nation ; prédisait, avec une remarquable clairvoyance, les événements qui feront l'Europe à reconnaître son erreur. L'auditoire, submergé par les arguments de l'orateur, l'acclamait. Alors un jeune homme, très correct, demanda courtoisement la parole, et vint sur l'estrade à côté de Marc Sangnier pour déclarer tranquillement, qu'il est Allemand, et qu'il estime que reprendre à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine, ce serait lui faire un grand tort ; mais ressusciter la Pologne, « c'est impossible, car ce serait la fin de l'Allemagne ». Ce bon patriote allemand fut hué, mais il a donné à réfléchir, car il a avoué la vérité, le candide jeune homme ; la Pologne vivante, c'est le plus grand danger pour l'Allemagne. La France le sait, maintenant. Marc Sangnier a mis au point son interrupteur et continua à secouer la conscience de la diplomatie européenne avec la vigueur d'un croyant. C'était pour la première fois depuis bien longtemps que la question polonaise fut présentée publiquement, sous son vrai jour, par un patriote français, un homme éminent qui

préconisait l'avènement d'une ère nouvelle issue d'une République régénérée. Il fut précis et catégorique : il promettait même à la Pologne « un secours actif » et l'amitié de « tous les vrais Français ».

L'auditoire frémissant criait « Vive la Pologne ». Mais une silhouette frêle et falote d'un pauvre petit Polonais se profila à côté de l'éminent créateur du « Sillon ». Emu, mais sceptique, ce Polonais inconnu répétait sans aucune éloquence : « oui, oui, secours actif, amitié, c'est facile à promettre, mais... mais... quand les Polonais combattront jusqu'à la mort pour leur liberté, vous irez les voir... au cinéma... oui, au cinéma ».

Ce désabusé n'obtint — comme de juste — aucun succès. Mais la face expressive de Marc Sangnier eut une douloureuse contraction. Et, pour ne pas nous laisser sur l'impression de ce mot cruel : « au cinéma » que d'aucuns murmuraient obstinément, le grand orateur, à qui l'on est venu dire de la part de l'administration de la salle, qu'il est minuit et qu'il faut finir la séance, a fait un vibrant appel à ses auditeurs : « Que ceux, que la discussion intéresse, me suivent jusqu'au siège social de la Jeune République, où la séance continuera ».

Et la preuve de ce que la question polonaise n'était pas indifférente au public fut acquise, car, malgré la pluie torrentielle de cette nuit d'hiver, une foule se dirigea d'un pas alerte jusqu'à la salle des réunions au local de la « Démocratie », où nous étudâmes à nouveau le grand tribun. Là, plus intimement, on se mit à discuter sur la situation de la Pologne. Quelques détails donnés sur les souffrances infligées aux prisonniers politiques dans les geôles de Russie, ont ému profondément l'assistance. C'est alors, que Marc Sangnier, comme Directeur de la « Démoc-

ratie », journal entièrement indépendant, a offert de publier des lettres des prisonniers polonais et me demanda des articles sur ces victimes d'un régime d'oppression.

Malgré l'hostilité ambiante, Marc Sangnier a tenu sa promesse, et sous le titre « Dans l'enfer des prisons russes », plusieurs grands articles furent publiés en 1913. Des lettres authentiques des prisonniers de Butyrki, d'Orel, de Moscou, témoignèrent contre l'iniquité, les abus, les crimes, dont les prisons russes furent le théâtre. C'est là aussi, que les noms de tortionnaires — qui peut-être sont encore vivants et appliquent leur abominable méthode à d'autres prisonniers — sont publiés (en 1913, dans le n° 910 de la « Démocratie »). On trouve là encore l'admirable lettre de Zygmunt Puchalski, ce martyr de la liberté, qui envoya à son frère, de la prison d'Orel, ces touchantes paroles :

« Peut-être bientôt je me sentirai brisé, et mes épaules ne supporteront plus la lourde charge, mais je suis encore assez fort pour lutter au lieu de pleurer comme un enfant, et courber le front devant l'adversité. »

Bientôt après, pour protester contre la flagellation d'un camarade, Puchalski a décidé de se suicider comme tant d'autres dans la terrible prison d'Orel.

Ces publications ne furent pas sans écho, même à l'étranger. Bien entendu, l'exemple de la « Démocratie » et de son courageux directeur, ne fut pas suivi par aucun journal, mais toute la presse polonaise a proclamé en Marc Sangnier un véritable chevalier de la Pologne martyre, chevalier à l'instar de ceux qui furent « sans peur, et sans reproche ».

MARYA CHÉLIGA.

ment « la plus grande puissance militaire ». La Pologne évidemment ne compte pas devant une telle force. La France ne peut pas arrêter l'avalanche rouge car elle n'est pas de force d'entreprendre une nouvelle mobilisation et marcher à travers l'Europe, contre l'ennemi redoutable qui se dresse devant elle. Quant à l'Allemagne, elle ne pourra pas, dans son état actuel, résister à la propagande bolcheviste et « sera entraînée dans l'orbite du conquérant » qui, d'après le rusé Prussien, ne rêve qu'à envahir l'Allemagne.

Il est clair que ce pessimisme de Ludendorff n'est qu'une manœuvre habile pour faire accepter au monde l'unique « libérateur » qui brûle du désir de le sauver. Et ce « sauveur » est naturellement l'armée allemande. Or, comme les armées rouges ne semblent pas être désireuses « d'envahir le Reich », selon l'exposé secret de Ludendorff, mais au contraire, reculent prudemment depuis l'armistice avec la Pologne, les « libérateurs » prussiens ont résolu d'aller au devant d'elle.

Seulement ils accourent vers l'armée rouge non pas pour la combattre mais bien pour « l'entraîner de nouveau dans l'offensive » qu'elle vient d'arrêter.

Mais ce n'est plus Ludendorff ni le « Manchester Guardian » qui nous dévoilent les dessous de la pensée et de l'action germanique. Nous les apprenons de la source honnête et authentique qu'est le commandant Battine, correspondant militaire du « Daily Telegraph ». Ce dernier nous révèle aujourd'hui que des « officiers allemands » qui avaient même conservé la tenue militaire allemande, ont pris une part active à côté des Bolcheviks à la bataille de la Bérézina. D'après lui on compte environ cinquante officiers allemands et autrichiens occupant des postes importants dans l'armée rouge.

Le colonel von Beck et le lieutenant-colonel Schmidt sont attachés au quartier général russe. Les commandants von Letsam et Kempf ainsi que le capitaine von Griese accompagnent le général Broussiloff; le commandant von Kardoff, le lieutenant-colonel Schlippe, le capitaine von Buttli et le lieutenant Ramk travaillent pour l'organisation du service d'espionnage militaire à l'état-major du général Barsky; le lieutenant von Brixhausen organise l'aéronautique rouge; les officiers de cavalerie von Below, Bergas, Schlitz et Obersdorff ont été détachés à l'état-major du général Budenny.

Parmi ces noms les militaires français ne manqueront pas de retrouver d'anciennes connaissances. Ainsi s'explique le « pessimisme » du chef prussien si complaisamment communiqué à la presse anglaise. Il couvre jusqu'au moment opportun ses plus chères espérances, celles de bientôt pouvoir se mettre ouvertement à la tête de ses anciens et nouveaux collaborateurs.

Une Prophétie Russe

Le célèbre révolutionnaire russe Herzen publia le 15 mars et le 11 avril 1860 dans son journal bi-hebdomadaire « Kolokol » (la cloche) deux articles où il étudiait l'attitude du parti libéral (en ce temps, c'était le synonyme de révolutionnaire) russe vis-à-vis de la question polonaise. Ayant d'abord constaté que la Russie amorphe, n'ayant pas de traditions à briser, est par elle-même le plus apte à adopter le socialisme, il prévoit un énorme bouleversement et « des flots de sang » du moment que ce peuple russe « issu de peuplades finnoises et mongoles, libre de toute tradition », se sera concerté avec le prolétariat occidental. Il s'adresse ensuite aux Polonais en leur proposant de « tendre la main aux Russes », non pas pour les aider, ni, encore

Propos d'un vieil émigré

La colombe de la paix vole vers la Pologne porte dans son bec un rameau aux teintes singulièrement rougâtres.

Est-ce le reflet des incendies qu'allument sur leur passage les hordes bolchevistes ou l'annonce de nouveaux flots de sang qui vont encore une fois inonder ce malheureux pays ? Quoi qu'il en soit, cette paix paraît bien abriter sous son aile de nombreux dangers.

Nos adversaires, et Dieu sait si nous en manquons même ici, sur cette terre de France, que des liens d'une sympathie séculaire unissent à la Pologne, nos adversaires, dis-je, qui s'efforcent d'accorder les sons criards de leurs trompettes « made in Germany » en un hymne triomphal en l'honneur des Soviets, paraissent trop se réjouir de l'armistice qui vient d'être conclu entre Varsovie et Moscou pour que l'inquiétude que l'on émet à son sujet ne soit pas justifiée.

D'abord, est-il sincère ? A-t-on véritablement l'intention de signer une paix durable ?

Trotsky ne s'en servira-t-il pas pour amener de nouvelles forces pour remplacer les troupes qu'il a poussées à bout de souffle jusqu'au Niemen et au Zbroucz, quitte ensuite de rompre les pourparlers sous un prétexte quelconque, et de reprendre de nouveau l'offensive ?

Et puis la lenteur avec laquelle les Bolcheviks s'appretent à traiter ne correspond guère à l'empressement qu'ils ont mis à répondre aux propositions de paix de Varsovie ? La première rencontre des plénipotentiaires a été désignée pour le 30 juillet, juste six jours après l'acceptation de l'armistice. C'est une chose qui s'est rarement vue dans des cas pareils.

Les Soviets désirent visiblement gagner du temps et faire traîner en longueur les pourparlers.

Que manigacent-ils encore ? Espèrent-ils provoquer en Pologne un mouvement intérieur favorable à leur régime ? Serait-ce là cette paix qui doit sauver la Pologne ?

Parmi nos « amis », il s'en trouvera certes plus d'un qui voudraient qu'il en fût.

Il y a de cela quelques jours, M. André Pierre, dont on connaît la campagne qu'il mène depuis plus d'un an dans « L'Humanité » pour détacher la Pologne de la France, ne lui conseillait-il pas ouvertement de se dégager de la « tutelle » de la France ?

Il redoute que la présence à Varsovie de la mission Jusserand ne « fausse la marche des négociations prochaines ».

Il craint qu'elle n'y soit un obstacle au bouleversement intérieur que désirent si fortement les « amis » de la Pologne.

Du moins, c'est avec un mécontentement manifeste qu'a été salué dans les colonnes de « L'Humanité » l'arrivée au pouvoir du camarade Daszyński. On sait que Daszyński est avant tout polonais et qu'il ne consentira jamais ni à l'avilissement, ni à la ruine de son pays. On sait que les vrais socialistes polonais sauront eux-mêmes prendre efficacement en mains la défense des travailleurs et du prolétariat polonais, sans avoir pour cela besoin des leçons de Trotsky ou de Lénine.

Ce n'est pas des gens de cette trempe que l'on voudrait voir à la tête du gouvernement polonais. Il en faut d'autres, pris dans les bas-fonds qui seraient prêts à livrer leur pays pieds et poings liés aux étrangleurs de Moscou.

S'il s'agit d'une tutelle dont a besoin de se délivrer la Pologne, c'est bien de celle-là qu'elle doit avant se dégager. Jusqu'ici elle a su résister à son emprise. Espérons qu'il en sera de même à l'avenir.

Mais, s'il elle arrive à conjurer le danger de l'est, il faut que les Alliés la protègent contre celui qui se dresse de plus en plus menaçant à l'ouest.

On connaît les préparatifs belliqueux de la Prusse. La menace est sérieuse.

L'Allemagne ne laisse pas passer les munitions destinées à la Pologne. Sa prétendue neutralité n'est faite que pour masquer ses intentions agressives.

C'est ici, ou jamais, que la Pologne a droit de compter sur ses Alliés. Malgré tout ce qui a été fait pour frustrer la France des fruits de sa victoire, elle est tout de même encore de force de dicter sa volonté à Berlin.

La Pologne qui, pendant dix-huit mois, a versé son sang pour assurer la sécurité de l'Occident, a le droit d'espérer qu'aujourd'hui, où elle a besoin d'un instant de répit, on empêchera son ennemi héréditaire de se tuer de nouveau sur elle.

UN VIEIL ÉMIGRÉ.

Le « Pessimisme » du général Ludendorff

Le correspondant berlinois du « Manchester Guardian » se fait l'interprète du point de vue de Ludendorff sur la situation actuelle. Le général allemand affecte un « pessimisme » absolu au sujet des événements à venir. Il constate que c'est la Russie bolcheviste qui est en ce mo-

moins, pour former un Etat monstrueux, mais pour que « des Slaves ne restent pas partisans du passé et qu'ils ne deviennent pas victimes des massacres ».

« Peut-être — dit Hercen — les Polonais appartiennent-ils en effet plutôt au vieux monde occidental et peut-être voudront-ils, avec un dévouement chevaleresque partager son sort, c'est-à-dire verser leur sang pour ce monde, comme Poniatowski, et comme Poniatowski de Beranger assister à ce spectacle navrant que l'Occident ne veuille pas venir à l'aide du héros qui se noie pour lui ».

Les « Annales Polonaises », organe de l'émigration, groupée autour du prince Adam Czartoryski, répondirent à Hercen en affirmant que la Pologne sera toujours l'avant-garde de la civilisation et qu'elle « préférera le vaincu au vainqueur, méritant comme un nouveau Attila, le nom de « fléau de Dieu ».

Les prévisions de Hercen et des « Annales Polonaises » semblent se réaliser aujourd'hui avec une exactitude effarante.

BULLETIN

= Le gouvernement d'union sacrée,

La nouvelle que les gouvernements français et britannique avaient décidé de venir en aide à la Pologne a procuré un grand réconfort à l'opinion publique, fortement déprimée par les résultats de la Conférence de Spa. Cette heureuse nouvelle a eu sa répercussion immédiate sur la formation du nouveau ministère. On a renoncé à la combinaison d'extrême-gauche. Par contre, le gouvernement de la défense nationale a été renforcé par la participation de deux partis qui formaient jusqu'ici l'opposition. M. Witos, le leader populaire, a été chargé de la présidence du Conseil; M. Baszynski, chef du parti socialiste, prend la vice-présidence.

= L'attitude des Tchéco-Slovaques.

L'organe des social-démocrates tchèques « Prava Lidu » publie une interview avec M. Gillerson, arrivé de Moscou à Prague sous l'apparence d'une mission de la « Croix-Rouge » russe. Il exprime l'espoir de voir bientôt s'établir des relations amicales entre la Tchéco-Slovénie et la République des Soviets. « La conversation avec M. Benes vient de confirmer encore cet espoir », déclare-t-il. Il croit à une fin prochaine de la guerre polono-bolchevique. « La paix ne sera pas conclue avec le gouvernement polonais actuel », affirme-t-il, « mais avec un gouvernement bolcheviste ». En même temps, la « Vossische Zeitung » apprend de Prague que Pétrouchévitchev, le chef des Ukrainiens antipolonaïs, a offert aux Tchéco-Slovaques son appui contre les Polonais qu'il qualifie d'« ennemis héréditaires ». Il a envoyé dernièrement à M. Millerand un mémoire où il réclame divers territoires, y compris, entre autres, Lwow. Il parle de 150.000 Ukrainiens « qui vont continuer à combattre les Polonais jusqu'au bout ».

= L'heure critique.

On se préoccupe beaucoup, dans les milieux polonais, de la situation créée à la suite de la déclaration de neutralité allemande et des préparatifs militaires en Prusse Orientale.

Il est évident que la prétendue neutralité n'a d'autre but que d'empêcher l'envoi pour la Pologne des munitions et des transports dont elle pourrait avoir besoin. L'attitude de l'Allemagne tout en s'efforçant de passer outre, rend plus difficiles encore les moyens de communication, déjà si précaires, entre Varsovie et Paris. D'autre part, l'investissement par les Allemands du territoire plébiscitaire de la Prusse Orientale les rendrait maîtres de la situation au nord de Varsovie. De même l'installation des troupes allemandes à Marienwerder permettrait à l'Allemagne d'exercer un contrôle sur la Basse Vistule et sur le couloir de Dantzig.

Il est de toute urgence que les Alliés ayant tout acte de secours établissent un contact li-

bre et direct entre la Pologne et l'Occident. On remarque ici également que l'Entente se trouve virtuellement impuissante dans l'Est européen tant que les contingents des troupes interalliées à Dantzig et en Prusse Orientale ne seront dûment renforcés.

= La neutralité.

L'opinion publique s'est vivement émue des renseignements reçus de Prusse Orientale et signalant l'occupation des territoires plébiscitaires par des troupes allemandes. Il serait difficile de dire si l'on s'intéresse davantage à Varsovie à la marche des pourparlers de paix avec les Soviets qui vont commencer incessamment qu'à l'attitude menaçante de l'Allemagne. Tant que les rouges semblaient viser Varsovie et paraissaient désirer s'emparer de la Pologne, on pouvait encore comprendre à la rigueur que l'Allemagne ait évqué le prétexte de protéger ses frontières. Mais aujourd'hui où se déclarant prêts à engager des pourparlers de paix, les Soviets ont non seulement retiré leurs troupes de la région au sud du Niémen, mais ont également évacué Grodno et les villages environnants, il est clair que la Prusse Orientale est à l'abri de la menace bolcheviste. Dans ces conditions, les préparatifs bellicieux de l'Allemagne paraissent plus que suspects et l'opinion polonaise s'en inquiète à juste titre.

= Agitation bolcheviste en Slovaquie.

La « Schlesische Zeitung » apprend de Slovaquie que l'agitation bolcheviste y a atteint une intensité extrême. Elle est organisée par des communistes ayant fui de Hongrie. Ils connaissent admirablement le pays, parlent bien le slovaque et trouvent, en outre, un appui auprès des ouvriers des villes, Magyars en majorité. A Neutra et à Eperies ont eu lieu, dernièrement, des meetings communistes. A Neutra étaient présents 123 délégués d'organisations ouvrières. Tous les orateurs affirmaient que la Slovaquie ne peut pas rester unie à la Bohême, mais qu'elle doit former un corps autonome dans la grande République de Moscou. Le bolcheviste russe Nalcken a déclaré qu'une armée de cavalerie rouge spéciale était prête à entrer en Hongrie « pour écraser sous les sabots des chevaux cosaques la terreur blanche ». On assure que le bolchevisme est très répandu dans l'armée tchèque qui, le cas échéant, est prête plutôt à le soutenir qu'à le combattre.

L'attitude de l'Allemagne

Pendant que la presse allemande dénigre par tous les moyens la Pologne et s'efforce de diminuer aux yeux des Alliés sa force de résistance pour faire croire au monde que seule l'armée prussienne peut arrêter « l'avalanche rouge », elle travaille fiévreusement à pousser contre l'Europe cette avalanche qui semble s'arrêter d'elle-même. La collaboration de hauts officiers allemands dans tous les états-majors de l'armée rouge est aujourd'hui un fait établi. D'après les nouvelles révélations du « Daily Telegraph » plus de cinquante de ces derniers travaillent avec Broussiloff, Parsky, Budienny, etc. Le service de l'espionnage militaire est entièrement entre les mains des Prussiens. Mais voici que le quotidien anglais apprend d'une source absolument sûre que l'Allemagne dès à présent offre aux Bolcheviks mieux que des officiers — elle leur offre « une armée de cent mille hommes ». Ceci se fait sous les apparences d'une aide volontaire, offerte par les « communistes berlinois » aux Soviets. Une équipe ouvrière de cent mille hommes doit être envoyée en Russie. Mais il est entendu que ces ouvriers « dans l'intérêt commun peuvent être appelés aux armes par le gouvernement des Soviets s'il le juge nécessaire ».

C'est ainsi que M. Kopp, le représentant des Soviets à Berlin, comprend la « mission économique » dont il a été récemment question. Il paraît que l'arrangement est fait et qu'une commission spéciale russe est en ce moment à Berlin où elle passe en revue cette « armée ouvrière ».

M. Kopp a déclaré en même temps à la presse allemande que l'armée rouge n'avait aucune intention d'envahir l'Allemagne. Il constate qu'en abandonnant la Lithuanie l'armée rouge a prouvé qu'elle ne vise pas l'Allemagne. La Prusse Orientale est absolument hors de danger.

De cette façon les préparatifs grandioses pour une guerre nouvelle menés par l'Allemagne se révèlent. La direction de l'attaque se précise. Pendant qu'on entoure la Pologne d'un cercle de fer qui doit l'immobiliser, l'Allemagne ramasse tranquillement toutes ses forces en Prusse Orientale, à l'abri de tout contrôle, pour les lancer ensuite vers le front occidental.

Chronique financière

Les bonnes dispositions du marché ne se démontent guère et la cote reste dans son ensemble, assez ferme. Toutefois la canicule se fait sentir et grand nombre de professionnels désertent la capitale pour la mer ou la montagne.

A la campagne d'affaires, ils préfèrent, pour le moment au moins, la campagne tout court et, une fois, les émotions récentes leur donnent droit à un certain repos. L'absence de la plupart des « as » se fait naturellement sentir et les transactions deviennent de plus en plus clairsemées.

D'autre part, la situation politique demeure incertaine et malgré que, depuis les deux ans qui ont suivi l'armistice, la Bourse soit devenue sceptique à l'égard des difficultés qui ne font que surgir et disparaître, un petit flottement ne manque jamais de se produire chaque fois qu'il y a un à-coup. En ce moment, c'est la guerre à l'Orient qui préoccupe les esprits. La Bourse qui a une préférence marquée pour les solutions pacifiques — ce en quoi on ne saurait la blâmer — suit d'un œil vaguement inquiet les pourparlers préliminaires entre Alliés relatives aux négociations futures avec la Russie. L'on espère que dans l'intérêt commun de l'Europe, un « modus vivendi » pourra être établi; un tel résultat amènerait certainement une notable rerudescence d'affaires et la Bourse ne demande évidemment que cela.

Les pourparlers traînent en longueur, les spéculateurs professionnels et même les capitalistes préfèrent ne rien faire que de se lancer à l'aventure.

Peu de valeurs échappent à la tendance générale et les fluctuations des cours sont, par conséquent, insignifiantes. Cependant, certains comportements de la cote font preuve d'une bonne volonté touchante et les valeurs qui en dépendent piaffent d'impatience — vraie ou fausse. Telles par exemple, les actions de « Mines d'Or », la « Rand Mines », la « Goldfields », la « Mozambique ». Elles ne demandent, dirait-on, que de monter. Et elles ne montent guère! Les dispositions générales du marché les empêchent; mais à la première éclaircie, leur hausse s'accentuera sûrement. Il en est de même pour les « Valeurs de pétrole », qui ont tant de raisons intrinsèques de hausse, en raison de la brillante situation de cette industrie prospère entre toutes. La « Mexican Eagle », la « Shell », la « Royal Dutch », sont plus que jamais à acheter. De même que les « valeurs » de « caoutchouc », comme la « Malacca » ou « l'Eastern »; ceux qui, en ce moment, achètent de ces titres-là, ne le regretteront certes pas.

PAUL LANDOWSKI.

MEMENTO

Wojna czy Pokój?

Wojna czy pokój? — oto dwa zagadnienia, dwa trudne do rozwiązania problemy, dwie ostateczności, z których każda poważne niesie niebezpieczeństwa. Wybierać trzeba. Chwili nie ma do stracenia.

Sytuacja nasza polska jest ciężka. Za wszelką cenę trzeba się z niej dobyć. Co czynić, jak czynić? ...

W kraju zapał szalony, poświętne bez granic, pełna świadomość grozy położenia, gotowość do ofiar. Więc pomyślne warunki ku zdobyciu się na potężny wysiłek, aby falę armii rosyjskiej na miejscu osiągnąć... Równocześnie, równocześnie w Londynie większe, od kilkunastu dni, zrozumienie prawdy, że zalanie Polski przez wojska sowieckie to znaczy sojusz Rosji z Niemcami, to znaczy podeptanie ostateczne traktatu wersalskiego, to może wojna nowa i o wiele cięższa, i dla tej samej Anglii, i w rezultacie osłabienia jej potęgi, jeżeli nawet nie zburzenie jej, nie sprawdzenie do małego wyspiarskiego państwa.

A za tem są dane, są nadzieję, iż nie tylko Francja, która wytrwała i wiernie nas wspiera, lecz i Anglia i inne mocarstwa podadzą nam teraz rękę, bo istotnie w ich interesie leży osiągnięcie na miejscu sił bolszewickich, utrzymanie wału, dzielącego Rosję od Niemiec... Tak zresztą chcieliby i prawicowi rosjanie i Wrangiel i logika prowadzonej dotąd przez Aljantów polityki.

Zresztą są dane poważne. Oto do Warszawy wyjechała specjalna delegacja francusko-angielska. Pan Jusserand, ambasador francuski w Washingtonie, poważny mąż stanu, deliberuje w Belwederze, ma daleko idące pełnomocnictwo. Lord Abernon nie tylko przybył badać warunki na miejscu, lecz może je dyktować. Generał Weygand, oficer przyboczny marszałka Focha, razem z generałem angielskim, Radcliffem, mają nie mniej doniosłą wojskową misję do spełnienia... Więc interwencja sięgotuje.

I dalej, Polska nie może zgodzić się na oddanie się jeżeli nie na laskę to wpływy Rosji sowieckiej, na otwarcie granic swych wywrotowej propagandzie, na wyrzeczenie się obszarów wschodnich, nie może zgodzić się na traktowanie o pokój w momencie nie pomyślnym dla rozkładu swych sił...

Więc wojna...

Ale, nie sama zagraża nam Rosja. Transporty amunicji i broni zatrzmywane są w drodze... Już nie tylko włości i austriacy komuniści, nie tylko czeska ku nam miłość braterska, osadza pociągi, opóźnia transporty... Zagadały Niemcy nawet o neutralności! W Gdańsku, robotnicy portowi nie zezwalają na wyladowywanie nadchodzących z zapasami wojennymi dla Polski okrętów...

Wojna!

Prawda, potężny jest dzisiaj poryw ludu polskiego. Lecz, wobec niedostatku amunicji i broni, lecz wobec tego, że lada chwila, lada godzina mrowie sowieckie może dotrzeć do granic Prus wschodnich, odciąć nas od Gdańska nawet, że Niemcy, bez zwracania uwagi na alianckie pretensje, mają już około stu tysięcy wojska gotowe do wkroczenia na nasze terytoria... lecz wobec tych nieubieganych danych coż nam wojna dalsza przyniesie?... Zniszczenie kraju jeszcze straszniejsze, tysiące ofiar, spalonej wsi i miast, i co dalej. Władniż są Aljanci dosięg-

nać naszych nieprzyjaciół inaczej niż za pomocą «ekonomicznego bojkotu». I cóż nam, polakom, z bojkotu, z oglądania rzekomego, z uznawania czy nie uznawania tych lub innych rządów rosyjskich czy niemieckich? Dla nas ważnym jest, że sławny Lundendorf obiecuje już poznaniemu szeroką autonomię... I jest to ważnym dla nas nawet jako plotka...

Wobec tego pokój...

Zażądzaliśmy zawieszenia broni... Rząd sowietowy zgodził się na nawiązanie układów «za kilka dni». Tymczasem prze naprzód. Ziemię jeszcze nam się z pod nogi usunie. Jakie będą warunki rozejmu? Łagodne, twierdzą optymiści. Czy nie jest to złuda? Patrzcie na proklamacje, ogłasiane przez organy rządowe bolszewickie? Dowiedzie się, co nas czeka? Może to tylko okolicznościowa agitacja? Trudno się w tem wyznać...

Ale Polska chce pokoju i chce go nie od dziś, nie od wczoraj, chce go od roku z góra, wbrew wszelkim politycznym kalkulacjom jednostek.

Będzie pokój! Lecz czy lepszy w istocie od wojny? Czy rząd sowiecki otrząsną się już ze swych urojeni, czy zrozumiał, że czas myśleć o zaprowadzeniu ładu u siebie i zaniechaniu myśli o narzucaniu woli swej i żagwi całemu światu? Czy Lenin z Trockim mają coś do stanowienia istotnie, czy sami są pytkami krwawemi, unośnionemi przez orkan rewolucji?

U nas, w Polsce, musi być przewrót radykalny. Polska pochyli się ku lewicy. Nie może być inaczej. Wszelka reakcja może tylko zaostrzyć ten kryzys, który staje się coraz bardziej nieunikniony, zwłaszcza wobec licznych zbrojnych z bolszewikami rozpraw. Czy jednak ten kryzys będzie zdolny przybrać formy umiaru społecznego?

Witos, obecny prezes gabinetu, powiedział w swojej mowie, że Polska demokratyczna powinna wyrzec się pewnych przesądów, które osłabiliły tradycyjne, prastare dla Polski sympatie. Rzekł mądrze i słusznie rzekł, a raczej zreassumował na trybunie parlamentarnej to, co czujemy bodaj wszyscy.

Lecz inna rzecz powiadać, by echem vox populi objawionego już a inna rzecz wprowadzać w czyn pewne słusze zasady.

Czy Polska będzie miała prawo rzadzić się u siebie tak, jak będzie chciała? Czy Rosja sowiecka będzie mogła zrozumieć, że nasza Rzeczpospolita nie miała nigdy carów, lotrów, siepaczy ani podobnego ludu biernych niewolników ani takich złodziei państwowych, ani takich mroków życia ani takich weltszmerców anarchistycznych?

Te są pytania zasadnicze.

Pokój zawarty przed rokiem, byłby dobrodzieństwem, pokój z Rosją zadzierzgnięty w miesiącu lutym byłby dla nas poważnym atutem, pokój dzisiejszy może być zbudzeniem się do znojnego, twardego życia ale może i stać się początkiem dantejskich cierpień całego narodu.

Wojna i pokój, i pierwsza i drugi kryją dla nas nieobliczalne klęski. Rozjem zaś może stać się tylko krótką paузą, podczas której my doprowadzimy do ładu nasze szeregi a Rosja przegrupuje swe wojska i podwoi ich zdolność bojową.

Ponimo jednak tych złowróżebnych i obosieczych horoskopów, dłużo wybierać nie możemy.

Nasze własne błędy, błędy dyktatorów politycznych, w rodzinie Llyod George'a, w lokcie nas bezwzględnie do stołu obrad pokojowych...

Polska, Rzeczpospolita nasza, musi wychylić do dna kiełich goryczy, czarę krwi ofiarnej.

Wac. Gąs.

zawieszenia broni, dla Polski haniebne i kleksowe, bo oddające Wilno i Lwów, redukujące nas do państewka — kolonii angielskiej, jednym słowem przygotowujące rozbicie Polski.

«W momencie rozreklamowanego w całym świecie zwycięstwa bolszewickiego nastąpić mają rokowania pokojowe. Warunki tego pokoju, a przynajmniej ich zarys ma Anglia zapewne gotowe; nie darmo przez szereg miesięcy toczyły się w Londynie pertrakię z Krasinem. Mocarstwo takie jak Anglia, mają stanu tak wyrachowany, jak Lloyd George, nie zaczynają gry politycznej, gdy szczegółów jej nie mają przygotowanych.

«Jakie być one mają w sytuacji takiej, jak dzisiejsza? Co mówić one mogą o Wilnie i Lwowie? Jakie warunki realizacji na przyszłość — na wieki całe, stwarzać one będą dla narodów sąsiadujących z nimi na wschodzie, w samodzielnosci państowej których i w ich związku z Polską leży przyszłość nasza, jako narodu zagrożonego przez Niemcy z zachodu, przez Rosję ze wschodu?

«I przyjęli dyplomaci polscy warunki tego rozejmstwa w chwili, gdy nareszcie naród cały czuć zaczyna, że prowadzi wojnę, gdy w kraju tworzy się rezerwa moralna, a wysiłek organizacyjny przetwarza ją w rezerwę materialną. Przyjęty w chwili, gdy wróg już wszystkie atuty swoje wygrał, gdy organizacja całego państwa rwie mu się w szmaty.

«Przyjęli wobec wroga, któremu chodzi jedynie o czasowe wytchnienie dla naprawienia pękających więzadł maszyny, którą rzuci potem, natychmiast do dalszej niszczycielskiej pracy. Wobec wroga, który albo nie zawsze pokoju, przewleczę tylko rokowania, jeśli mu tego wytchnienia potrzeba dokilku miesięcy, lub który zatrzyma go, jeśli obliczył sobie potrzebę odpoczynku na lat parę. Wobec wroga, który, w poczuciu zwycięstwa, nie zawała się wszystkich dołożyć starań, by akcją swoich agentów zamacić groźne nasze życie społeczne i państwowie.

«A jakże skutek doraźny mieć będzie zawieszenie broni w momencie dzisiejszym? W kraju wszelki zapal i praca organizatorska nad przygotowywaniem obrony upadnie. Jedni w zwątpieniu załamają ręce. Drudzy już młodusznice się pocieszą, że teraz nie my, lecz «potężni sprzymierzeńcy» nasi los Polscy mają w swoich rękach. W wojsku, którego siły duchowe nadwaliły odwrót i wieści z kraju, wiadomość, że rząd i dyplomacja polska uznali je za pokonane, zgubiły ducha do szczebu i nie łatwo w potrzebie będzie go można poderwać na dalsze boje.

«Jakaż konkluzja?

«Przedewszystkiem fakt dokonany jeszcze nie jest. To tylko krok fatalny szefa gabinetu obecnego i dyplomacji naszej, która nie czuje z narodem, nie czuje razem z wojskiem. Wierzymy, że naród z oburzeniem i zgrozą odrzuci mu i te plany, wiodące go do rezygnacji i do klęski.

«Ze czym, zapelnieniem szeregów armii dowiedzie, że wierzy — i musi zdobyć zwycięstwo.

«A więc — nie wątpię, nie opuszczać rąk. «Naród po drodze swojej idzie wstępem powodzeni i klęski, wśród momentów słabości i natężeń woli i siły. Muszą w narodzie być tacy, którzy potrafią wierzyć, pracować, poświęcać się i iść naprzód.

«Przed nami walka.

«Rozbić decyzje nikczemnych, młodusznich i słabych.

«Na front!

«Zwyciężyć wroga i zwyciężyć własną słabość narodu.»

RZECZPOSPOLITA

* * * Nowy naczelnik Sztabu generalnego polskiego. Naczelnikiem Sztabu generalnego został mianowany generał Rozwadowski, który, od dwu prawie lat, przebywał w Paryżu w charakterze delegata wojsk polskich przy naczelnem międzynarodowym dowództwie. Nominała ta jest raczej polityczną niż wojskową. Generał Rozwadowski posiada bowiem niewątpliwie duże zalety dyplomatyczne, wielką łatwość obcowania z ludźmi i zdolność ich sobie. Pewna popularność, którą był zdobył w Paryżu, zaprowadziła go na naczelnego stanowisko wojskowe polskie.

* * * Ignacy Paderewski w Paryżu. Wbrew błędym informacjom prasy stołecznnej, Ignacy Paderewski, były prezes gabinetu, przebywa w Paryżu w charakterze urzędującego polskiego przedstawiciela na Konferencję pokojową. Początkiem p. Paderewskiego został p. Piltz. Wobec ciężkich bardzo chwil, misja p. P. ma znaczenie bardzo doniosłe. P. St. Patek, były minister spraw zagranicznych, który był jeździł do Spa, został odwołany do Warszawy i jakoby do życia cywilnego swego ma powrócić.

* * * Przeciwko frymarczeniu ziemią śląską. Na skutek krających od kilku dni pogłosków o przyznaniu powiatu jabłonkowskiego Czechom, odbył się w d. 20 lipca rano, w Jabłonkowie, wiec, w którym wzięło udział około 20 000 osób ze wszystkich gmin powiatu jabłonkowskiego. Zebrani na wiecu powzięli rezolucję, protestującą przeciwko przyłączeniu powiatu jabłonkowskiego do Czech i stwierdzającą uroczyscie, że ludność powiatu jest polską i w Polsce chce być złączona. Rezolucja kończy się słowami: «Przyśięgamy dziś, wobec Boga i Ojczyzny, że się nie ugniemy w walce o nasze prawa i

GROŻBA KLEŚKI

Organ «Peowiaków», warszawski tygodnik «Rząd i Wojsko», ogłasza następujące dociekania na temat «któto zawińał». Dociekania te, pomimo szybko naprawiono przedzujących wypadków, nie utraciły nic ze swojej oryginalności.

«Nie niepowodzenia militarne.

«Nie odwrot na Ukrainie, nie niebezpieczeństwo obejęcia naszego skrzydła podwójcianami, nie zagrożenia Wilna lub Lwowa, — gdyby takie nawet istniały.

«Groźbę kleśki, która zawiściła teraz nad Polską, przynosi dyplomacja nasza.

«Wiadomości ze Spa mówią o tem, że Anglia zaproponowała nam pośrednictwo pokojowe. Proponuje ona bolszewikom natychmiastowe zaprzestanie działań wojennych i dyktuje warunki

przed oddaniem naszej ziemi Czechom, raczej w pustynię ją zamienimy.

W Warszawie. Napływ uchodźców sprawdził znów nagle i niczym nie umotywowane podróże artykułów żywności i to w stosunku iście haniebnym. W ciągu kilku dni np. masło z 35 mk. podskoczyło do 70 mk. za funt. Owoce, których mamy niezwykły urodzaj, drożają z dniem każdym. Czyż nie jest bezczelnością żądanie po 40–45 mk. za funt tak pospolitych u nas owoców, jak np. agrest, czy porzeczkę? Na prowincji furt tychże owoców kosztują 2–3 mk. W restauracjach ceny dochodzą do wyżysku potwornego. Za kawałeczek ryby, np. węgorza, żądanie 75 mk. jest uważane za rzecz zwykłą. Dania porcjonowe wynoszą 50–100 mk.

Czyż w chwili wytężenia sił dla obrony najdroższych nam wszystkich celów nie znajdzie się ręka dość silna, któraby potrafiła pohamować te instynkty chciwości?

NOWY GABINET MINISTRÓW.

Mamy więc znów nowy gabinet ministrów. W ostatniej chwili, po powrocie p. Grabskiego ze Spaą i tuż przed wysłaniem do rządu sierżantów wezwania o zawarcie pokoju, gabinet ministrów uległ gruntownej przemianie.

W przemianie tej uderza nadewszystko lekomyślność polityczna. Bo, powiedzmy sobie bez ogródek, że przecież p. Grabski miał zadość dokumentów, aby nabrac odrazu pewności, iż, wobec zwartych gromad opozycji sejmowej, u władzy utrzymać się nie może. Powinien był od razu docenić potrzebę utworzenia gabinetu silnie międzypartyjnego z uwzględnieniem lewicy i tem samem uniknąć i sobie i opinji rozczarowania, a przedewszystkiem oszczęścić całej Polsce położenia. Rząd sierżantów domagał się i wołał, że traktować będzie z Polską o pokój jedynie wówczas, gdy u władzy znajdą się lewicowe stronnictwa, lepiej więc byłoby, gdyby te właśnie stronnictwa wysunięto od razu, bez **intermezza** w postaci jakiegoś dziwoląga urzędniczego. Nasi mężowie stanu nie posiadają umiaru, nie rozumieją jeszcze sztuki wycofania się, schowania poprostu w szarym tłumie, wyczekania i rwał się do władzy, jeden przez drugiego, aby sobie opalać niepotrzebnie skrzydła. Ale kwestja ta jest sprawą obchodzącej stronnictwo, które p. Grabski bezwzględnie, pomimo swych oświadczeń, reprezentował.

Mamy więc nowy gabinet ministrów.

Prezesem gabinetu jest Witos, z zawielenia przewodnik ludowców, z doświadczenia zaprawiony na wiedeńskim parlamentaryzmie działacz, z zawodu milioner, właściciel wprost olbrzymiej ilości domów we wszelkich miasteczkach małopolskich, z przekonania prowody masy kmieci galicyjskich i nawet nie galicyjskich. Czy p. Witos da sobie radę? Czy ziszc po kładane nadzieje? Niewiadomo. Łatwiej bowiem zajmować stanowisko negatywne, trwać w zasadniczej opozycji, niż prowadzić politykę twórczą.

Wice-prezesem gabinetu został p. Daszyński, lider partii P.P.S., człowiek zahartowany w parlamentaryzmie, polityk niemal zawodowy, występujący na widownię władzy. Doświadczenie p. Daszyńskiego niepomal przyczyni się do wzmacnienia gabinetu. Dalej w gabinecie, krom szeregu innych ministrów, co do których brak danych szczegółowych, zasiada p. Skulski i książe Sapieha z teką ministra spraw zagranicznych. Jest że to gabinet «Świętej Jedności»? Wątpimy bardzo. Muszą w nim przeważyć prady lewicowe i to w bardzo krótkim czasie i później w kierunku radykalnym. Dlaczego? Dlatego poprostu, iż w całej Polsce musi nastąpić zwrot zasadniczy ku lewicowym pradom... Ale czy w następstwie prady te się utrzymają, czy zdążą ziszc obietnice czy nadzieję zależeć to będzie tylko od tych przewodników właśnie.

Kwestja wojny i pokoju jest zagadnieniem głównym, bardzo doniosłem zagadnieniem, lecz obok niego wysuną się wogół kwestie polityki zagranicnej i mrowie całego niezałatwionych postulatów wewnętrznych. Jeżeli naród przekona się, że lewica umie lepiej ludzi dobierać, że umie rzadzić silnie i konsekwentnie, że jest w możliwości oczyścić atmosferę gadulstwa, intryg, próżniactwa i wyżysku, wówczas udzieli tej lewicy całkowitego votum zaufania. Narazie udziela kredytu, pogląda bez uprzedzenia na Witosę z Daszyńskim i czekać będzie cierpliwie.

Wypadki atoli będą szybciej w tej chwili niż najkunsztowniejsze dociekania STYX.

Rozkaz Bolszewicki

Czasopisma polskie w kraju cytują rozkaz, wydany przez władze bolszewickie okręgu kijowskiego dnia 22 maja rb. (Numer 69) a ogłoszony w dniu 29 tegoż miesiąca przez urzędowe *Izwiestja bolszewickie* (N. 266). Rozkaz ten jest straszny wręcz, rzuca ponury cień na wszelkie o wspaniałomyślności bolszewickiej wywody. Brzmi on, jak następuje:

«Ostatnie wypadki na różnych odcinkach polskich frontów, nasze stale posuwanie się w głąb okolic polskich i wzrastający opór polaków zmuszają nas do dania wskazówek robotnikom partyjnemu, co do organizowania władz sowieckich w poniemionych odcinkach.

Niezbędne jest, biorąc pod uwagę doświadczenie, nabyte w tej wojnie domowej, zabräć się do bezlitości i bezwzględnej walki z całą polską ludnością przez jej zupełną eksterminację — czyli jej doszczętną wymordowanie. Nadne kompromisy są niedopuszczalne. Dlatego należy:

1) Zastosować masowy teror przeciwko zamożnym włościanom, wybijając ich do nogi; zatem zastosować masowy teror względem ogólnego polaka, biorących jakolikolwiek udział w walce przeciwko władzowi sowieckiemu.

2) Skonfiskować zboże i zmusić do zwiezienia na wskazane punkty. To stosuje się zarówno do zboża, jak do całego produkcji rolnej.

3) Wszystkimi sposobami postarać się o udzielenie pomocy emigrującym do Polski biedocie rosyjskiej, organizując kolonizację, gdzie tylko można.

4) Zrównać tego rodzaju kolonistów z polakami pod każdym względem.

5) Przeprowadzić zupełne rozbrojenie, skazując na rozstrzelanie każdego, u którego znaleziono chociażby jeden ładunek, po upływie terminu dobrowolnego składania broni.

6) Zostawić zbrojne oddziały w polskich wsiach i miasteczkach, aż do ugruntowania w nich zupełnego porządku.

7) Wszyscy komisarze, wyznaczeni do administrowania, mają wykazać najwyższy stopień surowości i powyższe punkty bezwzględnie urzeczywistnić.

8) Wszystkie «czerezwyczajki», pracujące w zajętych przez nas miejscowościach, mają być pięciokrotnie zwiększone. Komisarzami «czerezwyczajek» mają być ludzie przeważnie ze środkowej Rosji.

Sowiecki komitet centralny ma się zająć wypracowaniem metod i sposobów jak najspieszniejszej kolonizacji ziem polskich biedotą, przedewszystkiem rosyjską i litewską. »

Z polskiej tragedji

Pan Stanisław Koeltz, w «Gazecie Wieczornej», tak charakteryzuje dzieje załatwionego w Warmii plebiscytu. Warto posuchać, warto zastanowić się nad tą tragedią i warto zapытаć się działaczy naszych a cóżeście z Warmią uczynili!

Wracając z Mazurów wiedziałem, że plebiscyt będzie przegrany. Wiedział to zresztą każdy kto poznał warunki plebiscytu. Zdalem bowiem wydawać się mogło, że teren plebiscytowy to kraj neutralny, że polacy tam mają równe prawa jak i niemcy. Nie, naiwny polaku. Teren plebiscytowy wyglądał tak, jak gdyby ten kraj od stuleci germanizowany, niemiecki i nadal miał pozostać niemieckim, a tylko plebiscyt to jakas szopka, którą trzeba było pro forma odbyć dla zadowolenia ententy. Zresztą ententa także ten plebiscyt traktowała tylko jako formę. Policja została niemiecka. Dlaczego? Powinna być an-

gielska, włoska lub francuska, o ile zaś jest niemiecka, powinna być równolegle i polska. Ano, zrobiono w ostatniej chwili próbę zorganizowania polskiej straży bezpieczeństwa. Na tysiąc dwustu kandydatów, zakwalifikowano trzydziestu bo postawiono takie warunki, jakim nikt nie mógł odpowiedzieć. — Trzeba było mieć odpowiednią ilość lat, służyć w wojsku i t. d. Dla niemieców te warunki nie istniały. Pieniądze, wszelkie urzędy też zostały tylko niemieckie. Gdy bito polaków, policja niemiecka odwracała się, udając, że nie widzi. Niby było wojsko angielskie. A jakie! Trzystu ludzi w Olsztynie i po trzech żołnierzy w miastach powiatowych. Żeby zobaczyć angielska trzeba chyba było iść do gmu-chu misji koalicjowej, pozatem na każdym kroku niemiecka Sichereiswehr. Istna parodia plebiscytu.

Przegraliśmy, bo niema chyba narodu, który by w tych warunkach plebiscytu nie przegrał. — I dlatego chce mi się teraz, jako naocznemu świadkowi, krzyczeć na cały głos, żeby cała Polska usłyszała i żeby aż Paryż dosłyszał, że stał się tam gwałt, straszny gwałt nad duszą polską, okutą w kajdany czarnego orła, która po wygranych plebiscycie chce się zniemczyć do reszty.

Jakich to sztuczek niemcy się chwytały, aby plebiscyt wygrać! Rozpuszczano kłamstwa, że głosowanie będzie jawne, że będzie wiadomo, kto głosował za Polską i tego zabija, żone, dzieci zamordują a dom spalą! Rozdawano ludowi żywność, jedzenie, zapomogi, sypano pieniędzmi, a wziani wymagano jednej drobnostki — kwitu, że się jakiś podarunek lub pieniądze przyjęło. — Pięknie... gdyby nie jedna drobnostka. Oto jednocześnie tłumaczono ludowi, że ten kwit to zobowiązanie głosowania za niemcami. I chłop, chciwy na niemieckie marki, był pewien, że musi już za niemcem głosować i bał się zemsty niemieckiej w razie oddania głosu za Polską, ach, jak on się strasznie bał. Gdyby choć na chwilę pokazano jedną rewję naszych wojsk. Żeby ten warmjak lub mazur zobaczył polską siłę. Ale on do stuleci widzi tylko niemieckiego żandarma lub żołnierza i nie wyobraża sobie, żeby mogła być jakąś inna siła poza niemiecką. I chłop nie mówił nic, nie wierzył nikomu, nie zdradzał się nigdy za kim będzie głosować. Rozmawiałem z nim nieraz i czułem w každem jego słowie ten strach przed pikelhaubą.

Niemiecki terror był straszny. To czytelnik wie z depesz. Polaków bito po drogach i kolejach. Lud jest polski i po polsku mówi, ale tak nieświadomiony, że sam nie daje sobie sprawy, że mówi tym samym językiem, co warszawiak. Niemcy rozumieli, że jeśli zdolamy ten lud uświadomić, obudzić w nim uśpiąną polskość, to on odniemy się polskim się stanem. I postanowili terrorem do tego niedopuszczać odgrodzić wieś od polskiej agitacji i dopiełni swego. Drobny przykład

Wybralismy się w sześciu do jednej wsi na wiec. Gdyśmy szli ulicami miasteczka, gromady uliczników prowadziły nas z gwizdem i wymyślaniami. To zwykła historja. Kto z nas wychodził na miasto, wiedział, że będzie stałe szedł przy tym akompaniamencie, ale doszliśmy już do tego, że się zupełnie nie przejmowaliśmy, uważaliśmy to za rzeczą zupełnie naturalną. Przejedźmy do wsi. Była to duża wieś czysto polska. Na kilkaset rodzin, dwie rodzinny mówiące po niemiecku. I co? Bojkówka niemiecka od trzech dni zapowiadała, żeby nikt nie śmiały iść, bo tam się «krew poleje». — Lud, zastraszyony, zostało w domu, a jeśli ktoś odważyniejszy wybrał się, to niemcy stali na drodze z kijami zawracali go. Przyjechawszy zastaliśmy piecioro ludzi i trzydziestu bojówców niemieckich, chcieliśmy choć do tych pięciu coś powiedzieć; wtedy niemcy zaczeli śpiewać «Deutschland, Deutschland über alles», a sierżant policji niemieckiej odpowiedział, że on niema rozkazu, aby zabraniać na wiecach śpiewać i musieliśmy odjechać z niczym.

Człowiek z tej wsi, który potem nas odwiedził, opowiadał, że skutki tego były fatalne. Ci, którzy się wahali, zastraszeni, będą głosować na niemców. Czysto polska wieś, gdzie są tylko dwie rodziny, mówiące po niemiecku, ale wieś ciemna zupełnie i terroryzowana będzie głosować za niemcami.

I tak się dzieje wszędzie. Do ludu nie można było dotrzeć w pełni tego słowa znaczeniu.

A niemcy oglupali naród wiadomościami, że w Polsce za całodzienną pracę płaci się robotnikowi 20 fenigów, kłamstwami o nęzy i boli-szewizmie polskim i t. d.

Straszna okropna, polska tragedja!

Ilęż to razy, gdy przemawiałem na wiecach, widziałem podniesione niemieckie kije i te groż-

bę: «Ty verfluchter Pole, nie wróciś żywy do Warszawy!».

Dziś, gdy już jestem w Warszawie bezpieczny, wspominam czas, przebyty na plebiscycie, jako jedno z najprzykrzejszych wspomnień przeszłości! I jedno tylko wspomnienie mam jasne.

Są na tym terenie uświadomione już polskie wropy. W jednej z takich wiosek urządziliśmy polski wiec i zabawę. Dziewczynki deklamowały Mickiewicza i Konopnicką, o potem chór zaśpiewał hymn tamtejszy polski: «O Wazmjo moja miła».

Była słodka noc lipcowa, księżyc w pełni. Tak ciepło. Wyszedłem w pole i zdala słyszałem ten chór zawodzący polską pieśń w tem morzu niemieckim.

I dziś, gdy czytam depesze, że przegraliśmy, że uzyskaliśmy wszystkiego tylko osiem procent głosów, żał mi tego pięknego kraju, pełnego malowniczych gór i jezior. I zdaje mi się chwilami, że słyszę jeszcze z północy ten śpiew polskich parobków, wydanych na żer germanizacji, jak tragiczną skargę kraju, co dla nas przepada «O Warmjo moja miła».

CIESZYN

Cieszyn, Orawa, Spiż, — te trzy zwołania brzmiały dla nas grobowo.

Przygotujmy się na nowy, ciężki zawód, na straszne rozczarowanie, na żałobę, trudną do zniesienia.

Wyrok zapadł. Wyrok został podpisany. Przez kogo? Wieś uparcie twierdzi, że podpisany został przez p. Stanisława Patka łącznie z ministrem czeskim, Beneszem.

Powiadały, że, kiedy, w ubiegłym tygodniu, przybyła do Paryża Delegacja Cieszyńska z księdem Londinem na czele, kiedy pobiegła do komisji ambasadorek, aby bronić tej szczerzej polskiej ziemi, przez polski zamieszkały lud, usłyszała odpowiedź, że komisja ambasadorek nie ma nic do mówienia, że współpraca ale, ale pełni tylko czynności rejenta, stwierdzającego autentyczność podpisów stron kontraktujących... Polacy sami załatwili sprawę z czechami, podpisali z nimi układ i układ ten my stwierdzamy...

Czy tak było istotnie? Czy to jedynie bajka zakulisowa?

Kto był tym podpisującym, tym desperackim ugadowcem? Co skłoniło go do tej rozpaczliwej?

Mówią, że kopalnie karwińskie przepadły, że powiat jabłonkowski należy do Czech, że w rezultacie kilkaset tysięcy ludu polskiego oddajemy na czechizację?

Czy to prawda?

Czy to możliwe, abyśmy nie mieli tak ludzi mocnych, tak głęboko w słuszność sprawy wierzących, aby umieli, w przełomowej chwili, powiedzieć bodaj « Nie », wole mandat złożyć niż podpisać swój położony... którzy by bodaj na taki umieli zdobyć się protest?

Radzibyśmy usłyszeć sprostowanie, wyjaśnienie, radzibyśmy nareszcie dowiedzieć się, jak się to stało!

Nie idzie tu o ciekawość odosobnionego czasopisma polskiego, lecz o uciszenie wzburzonej, poruszonej do żywego polskiej opinii obywatelskiej.

PRZYCZYNY BOLSZEWICKIEJ OFENSYWY

Rumuńska gaz. «Dacia» w następ. sposób tłumaczy obecną ofensywę bolszewicką. «Pierwszą i najważniejszą przyczyną, która wywołała ofensywę bolszewicką, jest niebezpieczeństwo ukraińskie. Znaczenie tego „niebezpieczeństwa” tylko wówczas stanie się zrozumiałem, jeżeli się sobie uprzytomni, że bolszewicy z tego powodu zrezygnowali z planu ataku na Azję, gdzie spodziewali się odnieść nadzwyczajną „sensacyjną” sukces. Bolszewicy, zbytnio zajęci Gruzją i Azerbejdżanem w celu ułatwienia sobie operacji w Azji, szybko zorientowali się, iż utrata Ukrainy stworzyłaby stałe nie bezpieczeństwo przerwanie ich kontaktu z Kaukazem i że pozostawie-

nie Ukrainy pod wpływem propagandy nacjonalistycznej, oznaczałoby utratę jej na zawsze. Druga przyczyna było niezadowolenie robotników ze stosowanego względem nich tyrańskiego systemu z powodu braku środków do życia i wzrastającej wciąż drożyny. Robotnicy, pod wpływem propagandy narodowej, przestali słuchać rozkazów a kiedy im wskazywano na bezpieczeństwo polskiego imperjalizmu, odpowiadali: «tem lepiej». Rząd bolszewicki, stosując środki represyjne, zabronił wydawać robotnikom świadczeń w naturze. Na to robotnicy odpowiedzieli strejkami. W tym samym czasie zburwiony oddział galicyjski, który działał od 18 maja na północnym wschód od Odessy, zbliżył się do miasta. Oddział 45 dywizji uratował sytuację. Aby ją wzmacnić, bolszewicy zmuszeni byli zatrzymać konną arjergardę armii Budiennego, która szła na Kaukaz. Trzecią przyczyną były ogromne zapasy zboża na Ukrainie i nadzieję na nowy urodzaj. Nakoniec czwartą przyczyną, zapewne najważniejszą, był fakt polsko-ukraińskiej okupacji, oraz rozszerzenie jej do Dniepru, co groziło przerwaniem stosunków bezpośrednich z Besarabią, Zorjentowawszy się w powadze sytuacji, bolszewicy zrezygnowali z zamierzonego ataku w Azji, zawrócili oddziały Budiennego, odwolali dywizję z frontu Wrangla (w ten sposób ułatwili mu sukcesy wojenne) i skoncentrowali się w okręgu Wapniarki, Hajsyna, Chrystynówki i Szpolu, skąd rozpoczęła się ofensywa przeciw Polakom».

W POLSCE

Wiadomości, nowiny ciągle brzemiennie niedola, szczekiem oręza, przepojone krwią.

Polska zażądała rozejmu, rząd sowiecki zapowiedział układy na 30 lipca a tymczasem napiera z całych sił, aby mocniejsze zajęć stanowiska, aby dotrzeć do nowych punktów. Nasi bronią Ziemi. Bez stronnictwa, należy stwierdzić, że najdzielniej, najmocniej stawi się wszędzie piechota... W pierwszym odwrocie i w dalszych odwrotach wyginęło mnóstwo. Kwiat młodzieży okupił życiem własnym już wszystko, co w rachubach naszych mogło być uchybieniem jakiemkolwiek. Bolszewicy dotarli granic Galicji, zagarnęli Wołocyska, prą w stronę Białegostoku z całych sił. Nasi gotują się do stworzenie nowej Marny, do nowej bitwy nad Marną... Marna polska będzie nad Bugiem!...

Tymczasem rozejm! Wieści mówią, że warunki tego rozejmu będą szalone. Bolszewicy mają żądać, na początek, Wilna i Chełma, 60 % całego materiału kolejowego i całego materiału wojennego! Gdyby tak, wolej dalej, do ostatniego ładunku walczyć, lepiej zginąć. Lecz może to bajki, może fałsze? Polska, doprowadzona do rozpaczliwej, może się stać strasznym jeszcze przeciwnikiem...

Knowonia niemieckie trwają. Niby władze niemieckie są lojalne, obwieściły tylko neutralność w wojnie «rosyjsko-polskiej» (tak), tylko «tum» niemiecki napada na pociągi, idące do Polski, nie pozwala na wyładowywanie okrętu w Gdańsku... Zresztą pruskie zastępy czynią na granicy.

Aljanci. Telegramy dochodzą, że rozpoczęło się wyładowywanie w Gdańsku okrętów alianckich, że jadą alianccy inżynierowie, zapasy potężne. Oby zdążyły!

P. Millerand znów odbył rozmowę z Llyodem Georgem, podobno pomyślną dla nas. Pomoc będzie. Lecz czy starczy, czy przybędzie w porę, czy, w ostatku, nie skaże nas na całkowitą już laskę pomysłów angielskiego premiera?

W Polsce? Zapał i gorycz, przygnębienie i poryw, tłumy idące na walkę i tłumy szalone, pędzące ze wschodu na zachód przed okrutnymi krami bolszewickimi.

W Polsce stan wojenny, przymus całej bezwzględności prawa miecza i prawa kuli. Cenzura ostra i więzienia, sądy polowe i nakazy

zajadłe. Znamy te ponure czasy. Inaczej być nie może w tej chwili, szkoda że tak już nie było wcześniej. W dniu 23 bm., rozeszła się była pogłoska, że Rząd nasz opuszcza Warszawę. Pogłoska ta w stolicy spowodowała panikę. Na szczęście, była to pogłoska tylko.

Komitety Obrony Narodowej wyrazili Naczelnikowi Państwa votum zaufania. Po co to votum? Nie rozumiemy, nie wiemy. W dwa dni później, p. Dmowski złożył mandat członka Komitetu Obrony Narodowej, stanowisko w Komitecie, należne narodowej-demokracji, objął hr. Skarbek, znany działacz galicyjskie. W Krakowie, dnia 21 bm., jak doniosły wszystkie niemal pisma, uwiezione Dra. filozofii, p. Marię Zagórska za gwałtowny atak w przemówieniu przeciwko Naczelnikowi Państwa. Jeżeli ta nowina łączy się z pierwszą, jest to smutne. Ocalić nas, Polskę zbawić może tylko jedność, tylko solidarność. Knowno było zadość. Dziś trzeba bronić nie tylko granic Polski, lecz i Polski samej. Wielu jeszcze tego nie rozumie. Wielu usiłuje gwałtownie mieć pretencję do... aliantów bodaj, zapominając, że winniśmy sami, winni wszyscy może. Usypialiśmy się nawzajem nieuzasadnionym optymizmem, nie otwieraliśmy oczu i biliśmy się o tytuły, urzędy, o władzę, o wpływy, o własne zyski.

Budzi nas ponura rzeczywistość, straszna rzeczywistość. Niechże zbudzi nas do zwarcia szeregów, do karności bezwzględnej, do posłużenstwa.

OFIARY

Nadesłano nam na wczasy letnie dla Działawy Polskiej następujące ofiary:

WPP: Firma Polanski w Paryżu 100 fr; — p. B. Danyszowa 5 fr; — Madame Silvain à Paris 40 fr; — p. Laura J. Hordlicka 10 fr; — Zosia, Jana i Karol Frydlender z Virolay 6 fr; — zebrane przez pannę Dąbrowską, według listy 415 fr. a mianowicie złożyły na tą listę WPP: Wojciechowski 20 fr; — de Castellaz 20 fr; — Jaworski 10 fr; — Szostakowski 10 fr; — Ratajczak 5 fr; — Mitraszewski 10 fr; — Wronski 10 fr; — Langiert 10 fr; — Sachnowski 10 fr; — Plater 10 fr; — P. Dzierzgowsk 10 fr; — Wilczyński 10 fr; — Łodziak 10 fr; — Adlei 10 fr; — Moźdżenki 10 fr; — Zawadzki 10 fr; — Czysz 5 fr; — Walicki 20 fr; — Szafnicki 10 fr; — Kokowski 5 fr; — F. Dzierzgowski 10 fr; — Rejndel 10 fr; — Kuczański 20 fr; — Koźmiński 20 fr; — Sterczyński 10 fr; — Holi 20 fr; — Generał Pomiankowski 20 fr; — Kurowski 5 fr; — Strzelecki 5 fr; — Tarkowski 5 fr; — Blachowski 5 fr; — Michałowski 5 fr; — Dzierzkowski 10 fr; — Zaluski 10 fr; — Nowacki 10 fr; — Mieszkowski 10 fr; — Adamski 10 fr; — Pruszkowski 10 fr. Razem zebrane przez p. Dąbrowską, jak wyżej, 415 fr.

Razem nadesłano 576 fr.

Łącznie z ogłoszonemi podotąd (1420 f. 75 cent. patrz numer 27 POLONII) otrzymaliśmy ogółem 1996 fr. 75 cent.

Na Polski Czerwony Krzyż nadesłano nam w dalszym ciągu następujące ofiary:

WPP: pani Leonowa Kamir z Paryża 300 fr; — Doktor R. Sadowski z Detroit Mich. w drodze do Ameryki, 100 fr; — Władysław Dąbrowski 5 fr; — pani Antoniowa Szawlakowa 10 fr; — p. Dramiński z Limoges 200 fr; — p. Karol Smolski z Paryża 100 fr; — Aleksander Schur z La Grande Champagne 20 fr; — p. M. Augustyniak z St. Etienne 10 fr; — pani Klotylda Wandalowska z Paryża z synami, Edwardem i Alfredem, 25 fr; — Dr. Henryk Gierszynski z Ouarville 20 fr; — pani Klementyna Bielecka z Paryża 50 fr; — p. Józef Bielecki, inżynier, z Paryża 50 fr; — p. Leopold Lessin z Paryża 10 fr; — p. Józefina Wiadrowska z Paryża 5 fr; — Baron de Loubicz z Parthenay 50 fr; — p. Leon Rappaport z córką z Paryża 10 fr; — p. Genowefa Gołębiewska z Paryża 25 fr; — p. Edmund Kaczmarkiewicz z Paryża 50 fr; — p. Stanisław Ostrowski z Paryża 50 fr; — p. Wiktor Aleksander hr. Jaworski 50 fr; — złożone za pośrednictwem Ajencji Paryskiej Banku dla Handlu i Przemysłu przez p. Piotra Falinńskiego 30 fr; — Zebrane przez p. Bronisława Rotsztata z Paryża na listę, na której złożyli WPP: panna Tea Capotta 5 fr; — Marja i Henryk Rotsztatowie 20 fr; — pani R. Rotsztat, wdowa, 5 fr; — panna Lili Rotsztatówna 2 fr; — państwo Maryla i Jan Rubczak

20 fr;—p. Jerzyk Rubczak 2 fr;—p. Vilcoq 5 fr;—E. Balter 10 fr. Razem na listę p. Bronisława Rotsztata złożono 74 fr.

Razem otrzymaliśmy 1244 Franki.

Łącznie z ogłoszonemi przez nas w numerze 27 POLOŃII, w artykule « Dajcie » 1455 fr. zebraliśmy podatą na Polski Czerwony Krzyż sumę, wynoszącą 2699 Franków.

Zgodnie z zapowiedzią, w dniu 29 lipca, w chwili pisania tego zestawienia, wpłaciłyśmy do Ajencji Paryskiej Banku dla Handlu i Przemysłu w Warszawie sumę 2000 franków, przekazując ją do Warszawy, na imię Głównego Zarządu Polskiego Czerwonego Krzyża. Kwit szczególnowy ogłosimy w następnym numerze. Tymczasem nadmieniamy, że radzibyśmy jak najprędzej wysłać drugie dwa tysiące franków do Warszawy... Dajcie, Rodacy, niech rozterka, smutek Wasz, niepokój ma ten wyraz solidarności i współczucia z wielkimi klęskami Ziemi naszej Ojczyzny.

Prosimy o zwrócenie uwagi, że lista ta, jak każda nasza lista ofiar, zawiera z konieczności tylko ofiary, które nas doszły do średy rano danego tygodnia. Ofiary nadchodzące po średzie rano, wchodzą do rachunku następnego tygodnia..

“ Skarbiec Dzieci Narodu Polskiego”

Od p. Józefa Ruffera otrzymujemy następujące pismo:

Szanowny Panie Redaktorze,
Mam nadzieję, że SzPan nie odmówi mi gościnności łamach « Polonii » w sprawie, tyczącej się dobra publicznego, w sprawie « Skarbu Dzieci Narodu Polskiego ».

Co to jest « Skarb Dzieci Narodu Polskiego »?

Oto, w połowie czerwca roku 1918, w chwili najpotworniejszego rozrostu potęgi niemieckiej, Redakcja « Jenca-Polaka » w Le Puy(Hte-Loire), wydała broszurkę « Wtóra Litana Pielgrzymów » modlitwę, patrzącą mimo wszystko pogodnie i z ufnością w przyszłość polską (1). Cały dochód czysty przeznaczył « Jeniec-Polak » na zapoczątkowanie funduszu « Skarbu Dzieci Narodu Polskiego », mającego kiedyś, kiedy urośnie należycie, roztoczyć opiekę nad mnogim, wszystkim nam tak bardzo drogim a tak nieraz opieki potrzebującym drobiazgiem polskim, z którego wszak odmładza się i żyje naród.

Nie dokonawszy rozprzedaży broszurki z powodu zlikwidowania obozów jenców-polaków we Francji, Redakcja « Jenca-Polaka » przekazała mi wymienione w N. 75 (z d. 10. VI. 1919, str 3), a zebrane przez nią za sprzedaż i składek 1.087 fr. 80 cent., jak również resztę nakładu: 57 egzem. zbytkowych po 10 fr i 1462 egz. zwyczajnych po 50 cent.

ukończywszy obecnie rozprzedaż powierzonej części nakładu « Wtórej Litany Pielgrzymów », poczuwam się do obowiązku zdania sprawy publicznie z powierzonego mi dobra polskiego.

Milo mi tu-przedewszystkiem podkreślić, że Kolonia Polska w Paryżu odnosiła się bardzo życzliwie do « Skarbu Dzieci Narodu Polskiego », w szczególności zaś winieniem zaznaczyć, że Posel Rzeczypospolitej, p. M. hr. Zamoyski, nabył 2 egz. zbytkowe i 1 zwyczajny, płacąc za nie 100 fr. czyli 79 fr. 50 cent. nadatku, p. M. Orłowski 4 egzem. zwyczajny z nadatkiem 35 fr. zaś p. Gustaw bar. Taube 10 egz. zbytkowych (100 fr.).

Rachunek « Skarbu Dzieci Narodu Polskiego » przedstawia się w sposób następujący:

1) Otrzymałem od « Jenca-Polaka »	1.087 fr. 80 cent.
2) Ze sprzedaży przezemie	570 fr. 00 cent.
3) Ze sprzedaży przezemie	231 fr. 00 cent.
4) Z nadatku p. Posła Rzeczypos., hr. Zamoyskiego	79 fr. 50 cent.
5) Z nadatku p. M. Orłowskiego	35 fr. 00 cent.

Razem 2.003 fr. 30 cent.

(Wyraźnie dwa tysiące trzy franki francuskie 130 cent.) który to sumę przesłałem załączkowem pośrednictwem Poselstwa Polskiego w Paryżu, Sejmowi Polskiemu w Warszawie, na ręce p. Marszałka, Wojciecha Trąpczyńskiego.

(1) 67 egz. zbytkowych na papierze chińskim i japońskim po 10 fr. i 1000 egz zwyczajnych po 50 cent.

Oto odpis kwitu, potwierdzającego odbiór summy wyżej wymienionej:

« Poselstwo stwierdziło, że otrzymało od p. Józefa Ruffera sumę 2003 fr. 30, dwa tysiące trzy franki francuskie i trzydziestocentów dla przesłania p. Marszałkowi Sejmu, Wojciechowi Trąpczyńskiemu.

Paryż, dn. 3 lipca 1920 r.
(podpisano) Halpert, attaché przy Poselstwie.»

Dodać winienem, że przy sprzedaży egzemplarzy zwyczajnych otrzymywałem drobne nadatki (razem 35 fr.). Przyjmowałem je z tem zastrzeżeniem, że odpowiednią ilość egzemplarzy rozmadam jako podarki. Pozwoliłem sobie temi opłacanymi przez nadatki egzemplarzami rozporządzić, jak następuje:

1) 1 egz. zbytk. przesłałem, jako dar bezimienny z dedykacją « Od gromadki rodaków Osobistości w Polsce, wieleć sercu polskiemu. »

10 fr.

2) 1 egz. zbytk. przeznaczylem dla ewentualnego archiwum « Skarbu D. N. P. » z taką samą dedykacją bezimienną

10 fr.

3) 5 egzem zwyczajnych ofiarowałem przybyłemu do Paryża Delegatowi jednej ziem polskich kresowych, drogich sercu polskiemu.

2 fr. 50

4) 11 egz. niezapłaconych przez jeńców, z przyczyn niewiadomych, uważałem za zapłacone i im ofiarowane.

5 fr. 50

5) 14 egz. przesłałem p. Marszałkowi Sejmu Polskiego, w czem siedem dla bibliotek polskich a siedem do rozporządzenia p. Marszałka.

7 fr.

Razem 35 fr.

Zgórzy Szan. Panu Redaktorowi najuprzejmiej dziękując za umieszczenie powyższego pisma, kreślę się z wyrazami prawdziwego poważania

W Paryżu, dnia 26 lipca, 1920 r.

Józef RUFFER.

P.-S. — Pozwoli Szan. Pan Redaktor, że w dopisku zwrócić się do pism polskich z prośbą, by zechalały powtórzyć sprawozdanie moje, pragnąbym bowiem bardzo, żeby doszło do wiadomości byłych jeńców, rozproszonych dziś po całej Polsce, że powierzone mi przez nich zadanie wiernie wykonalem. J. R.

STATUT POLSKIEGO TOWARZYSTWA GIMNASTYCZNEGO „SOKÓŁ” w Paryżu.

Na skutek licznych żądań Czytelników naszych na prowincję, celem przyjęcia im z pomocą w tworzeniu Gniazd sokolich, zamieszczamy dzisiaj początek Statutu normalnego, opracowanego i przyjętego przez Sokola paryskiego. Całkowity Statut wyjdzie w dwu ciągach. Wierzymy, iż ogłoszenie jego ułatwi wielu gromadom przeprowadzenie prac organizacyjnych. Zaznaczamy, iż Statut ten uwzględniał w szerokiej mierze postulaty ogólnospołeczne, jakie, z natury rzeczy, kazde polskie Gniazdo Sokole musi uwzględniać na obczyźnie. Regulaminy wewnętrzne Gniazd winny scisłe stosować się do odnośnych regulaminów krajowych z uwzględnieniem ogólnospołecznych uchyleń. W następnym numerze, podamy część drugą i ostatnią zasadniczego Statutu.

I. Nazwa, Siedziba, Godło i Pozdrowienie. Cel i Działalność Towarzystwa

§ 1.—Towarzystwo ma nazwę: Polskie Towarzystwo Gimnastyczne « Sokół » w Paryżu.

§ 2.—Siedziba Towarzystwa jest miasto Paryż.

§ 3.—Godłem Towarzystwa jest sokół.

§ 4.—Pozdrowieniem sokolem jest « Czołem ».

§ 5.—« Sokół » jest Towarzystwem bezpartyjnym. Celem Towarzystwa jest kształcenie ciała i ducha, zaprawianie do karności obywatelskiej, rozwijanie solidarności, zachęcanie do samopomocy.

§ 6.—Działalność Towarzystwa polega na:

- a) Organizowaniu kursów gimnastycznych i zawodów sportowych;
- b) Krzewieniu wiadomości z zakresu gimnastyki, ruchu sportowego i higieny;
- c) Organizowaniu odczytów i wykładów ogólnokształcących;
- d) Oddziaływaniu na działalność polską w duchu sokolim; propagowaniu wśród harcerstwa;

e) Tworzeniu w łonie Towarzystwa sekcji zawodowych oraz sekcji samopomocy społecznej;

f) Urządzaniu zebrzeń towarzyskich, obchodów, organizowaniu chórów itp.

g) Łączaniu rozproszonych na obczyźnie polaków.

II. Członkowie, ich prawa i obowiązki.

§ 7.—Członkowie Towarzystwa dzielą się na:
a) Honorowych i
b) Czynnych.

§ 8.—Członkami honorowymi « Sokola » mogą być mianowane osoby, które położyły wyjątkowe zasługi dla idei sokolej. Członka honorowego, na przedstawienie Wydziału, mianuje Walne Zebranie, o ile kandydat uzyska trzy czwarte głosów, obeanych na Walnym Zebraniu, członków. Przyczem, poza przedstawieniem Wydziału, wszelka dyskusja w tym przedmiocie jest wyłączona.

§ 9.—Członkiem czynnym Towarzystwa może być każdy Polak lub Polka, pełnoletni, nieposzlakowany na honorze.

§ 10.—Aby zostać członkiem czynnym Towarzystwa należy: złożyć deklarację do Wydziału, zaopatrzoną podpisami dwu wprowadzających członków, oraz wpłacić wpisowe i przynajmniej jednomiesięczną składkę; deklarację rozpatruje Wydział i, na najbliższym miesiącu Zebraniu ogłasza kandydaturę. W dwa tygodnie później, Wydział, na posiedzeniu swem, dokonywuje balotowania. W razie wątpliwości, odkłada balotowanie i wzywa wprowadzających do udzielenia wyjaśnień o osobie kandydata. Wydział balotuje zawsze tajnie, kartkami i, z tytułu odrzucenia kandyatury sprawy nikomu nie zdaje. Członkowie wprowadzający są odpowiedzialni za przedstawionych kandydatów.

§ 11.—Kandydat na członka, przed balotowaniem, ma jedynie prawa gościa.

§ 12.—Członkom honorowym przysługują wszystkie prawa członków czynnych, bez żadnych obowiązków.

§ 13.—Wpisowe, przy zgłoszaniu się na członka, wynosi 5 Fr.

§ 14.—Składka członkowska, płatna zawsze zgory, wynosi trzy franki miesięcznie.

§ 15.—Członek Towarzystwa może być:
a) Wykresłyony z listy członków « Sokola » lub też

b) Wykluczony. Wykresłyony może być przez Wydział albo na własne żądanie, albo jeżeli zalega ze składkami dłużej niż trzy miesiące, pomimo pisemnego wezwania.

Wykresłyonym zaś może być z powodu dopuszczenia się czynu niehonorowego, naruszenia karności sokolej lub działania na szkodę Towarzystwa.

O wykluczeniu orzeka nieodwoalnie Sąd Honorowy.

§ 16.—Członek, zalegający z jednomiesięczną składką, nie ma prawa głosu na Zebraniu Towarzystwa i przewodniczący Zebrania nie ma prawa czynić dla nikogo wyjątku.

§ 17.—Członek, który był wystąpił z Towarzystwa lub został wykresłyony z powodu niezapłacenia składki, wrazie zgłoszenia się ponownego, przechodzi przez balotowanie jak kandydat, musi uiścić ponownie wpisowe i zaledwie składki.

§ 18.—Członkowie czynni obowiązani są brać udział we wszystkich pracach i zebraniach Towarzystwa.

§ 19.—Wszyscy członkowie « Sokola » są drużynami i są ze sobą na « Wy ».

III. Fundusze Towarzystwa i Rok administracyjny.

§ 20.—Fundusze Towarzystwa powstają:

- a) z wpisowego i składek;
- b) z dochodów z urządzańnych przez Towarzystwo zebrzeń, odczytów itp.
- c) z zapisów i darów.

§ 21.—Fundusze dzielą się na: bieżący i żelazny. Na fundusz bieżący składają się wszystkie dochody Towarzystwa, za wyjątkiem sum, stanowiących fundusz żelazny.

Fundusz żelazny tworzy się:
a) z 10 % każdego dochodu;

- b) z zapisów i darów na ten cel.

§ 22.—Fundusz żelazny ma być bezwzględnie nienaruszalnym dopóki nie dosięgnie wysokości jednego tysiąca franków. Po osiągnięciu tysiąca franków, odsetki od każdego tysiąca są rozporządzalne i wchodzą do funduszu bieżącego.

Fundusz żelazny winien być przechowywany w Kasie Oszczędności lub innej instytucji bankowej, dająccej należytą gwarancję.

§ 23—Rokiem administracyjnym Towarzystwa jest rok kalendarzowy.

IV. Władze Towarzystwa.

§ 24.—Sprawami Towarzystwa kierują Władze, które składają: Walne Zgromadzenie, Ogólne Zgromadzenie, Wydział i Zebranie Miesięczne.

Walne i Ogólne Zgromadzenia.

§ 25.—Walne Zgromadzenie zwołuje Wydział raz do roku, w pierwszym kwartale kalendarzowym; nadzwyczajne Ogólne Zgromadzenie może być zwołane, w razie potrzeby, przez Wydział lub na pisemne, z podaniem porządku dziennego, wniesione do Wydziału żądanie, zaopatrzone podpisami najmniej jednej trzeciej części wszystkich członków Towarzystwa. W tym ostatnim przypadku, Ogólne Zgromadzenie musi się odbyć najpóźniej we dwa tygodnie od wniesienia takiego żądania, o ile w nim nie zakreślono dłuższego terminu. Prawomocność takich Ogólnych Zgromadzeń jest taka sama co Walnych.

§ 26.—Do zakresu czynności Walnego Zgromadzenia należą:

- a) Zatwierdzać sprawozdania z czynności Wydziału i udzielać mu absolutorium z tytułu przedłożonych rachunków.
- b) Przyjmować do wiadomości wnioski Komisji Rewizyjnej.
- c) Mianować członków honorowych.
- d) Zmieniać Statut Towarzystwa.
- e) Rozporządzać funduszem żelaznym i majątkiem Towarzystwa.
- f) Wybierać Wydział, Komisję Rewizyjną i Członków Sądu Honorowego. Mianować chorążego, na wniosek Naczelnika.
- g) Wrazie zawiązania Okręgu Stowarzyszeń Sokolich lub Związku, mianować delegatów swych i wydawać im pełnomocnictwa do współpracy z polskimi Gniazdami sokolemi.
- h) Postanawiać ewentualnie o rozwiązaniu Towarzystwa i rozporządzać w tym wypadku całym jego majątkiem.

§ 27.—Do ważności uchwał Walnego Zgromadzenia potrzeba obecności dwu trzecich ogólnej liczby członków. Jeżeli, w oznaczonym terminie, nie zbierze się wymagane quorum, wówczas, najpóźniej w miesiąc po pierwszym terminie, wyznacza się drugi termin Walnego Zgromadzenia, którego uchwały, za wyjątkiem sprawy rozwiązania Towarzystwa obowiązują bez względu na liczbę uczestników.

Uchwały na Walnym Zgromadzeniu zapadają zwykłą większością głosów, za wyjątkiem spraw wyszczególnionych w punktach d i h, paragrafu 26. W razie równości głosów, rozstrzyga głos przewodniczącego.

Wybory są zawsze tajne, za pomocą kartek. Obliczają głosy, powołani do tego asesorowie. W razie równości głosów przy wyborach, rozstrzyga los.

Protokół prowadzi powołany przez przewodniczącego sekretarz.

Wydział.

§ 28.—Wydział ustanawia Walne Zgromadzenie doroczne na rok jeden. Wydział składają prezes, wice-prezes, sekretarz, skarbnik, naczelnik, gospodarz i jeden lub dwaj zastępcy, wybrani z pośród członków Towarzystwa.

§ 29.—Wydział zarządza wszystkimi sprawami Towarzystwa, za wyjątkiem tych, które są atrybutem Walnego Zebrania. W szczególności Wydział ma obowiązek i prawo:

- a) Zarządzania majątkiem Towarzystwa;
- b) Przedstawiania Walnemu Zgromadzeniu kandydatów na Członków Honorowych.
- c) Przyjmowania i wykreślania członków.
- d) Wykonywania uchwały Walnego Zgromadzenia.
- e) Czuwania nad ładem i karnością w Towarzystwie.
- f) Uchwalania regulaminów i instrukcji wewnętrznych, zgodnych [z] literą i duchem Statutu.
- i) Zwoływanie Walnych Zgromadzeń, nadzwyczajnych Ogólnych Zgromadzeń oraz Zebrania Miesięcznych,
- j) Organizowania ćwiczeń, zawodów etc. etc. etc.

§ 30.—Zakres działania i władzy każdego z członków Wydziału określa normalny regulamin sokoli.

NEKROLOGJA

W pierwszych dniach lipca, poległ pod Staro-constantynowem kapitan Mieczysław Rodzyński, w ostatniej chwili, dowódca 43 pułku strzelców kresowych.

Zgon Mieczysława Rodzyńskiego odbije się żałobnym echem w sercach wszystkich naszych Rodaków, okryje nową żałobą Sokolstwo polskie we Francji.

Mieczysław Rodzyński, jeden z czynnych i żarliwych członków «Sokoła» paryskiego, w chwili wybuchu wojny, zaciągnął się natychmiast na listę Wolontariuszów i otrzymał zapisu numer pierwszy! Został wysłany wraz z innymi do Bajonny. A ponieważ, jako młodzieniec, probował był przedtem kilkumiesięcznej służby w legii cudzoziemskiej, przeto od razu został mianowany kaparem. W Bajonnie jednak, po kilku miesiącach, zachorował ciężko i został odesłany do szpitala tak, że w walkach Legii cudzoziemskiej udziału nie brał. Po wyjściu ze szpitala, korzystając z przyznanego polakom prawa przekonoszenia do pułku armii regularnej, wybrał czerwony pułk żuawów i tutaj wkrótce zasłynął odwagą i brawurą, uważany niemal za «maszcotę» całego pułku. Tu zdobył nie tylko krzyż wojsny z całą kolekcją palm i gwiazd, lecz i medal wojskowy i w ostatku galony podporucznika. Ten ostatni awans otrzymał Rodzyński w przeddzień dekretu o formowaniu Armii Polskiej we Francji. Przedstawiony przez Sokolstwo odnośnie władzom, Rodzyński został powołany do organizacji Armii Polskiej u boku pułkownika Adama Mokiejewskiego. Wobec położonych zasług, w kilka miesięcy, był promowany na porucznika, na pierwszej paradzie w Sillé-le-Guillaume odebrał z rąk generała Archinarda, Krzyż Legii Honorowej, i objął następnie dowództwo kompanii pierwszego pułku strzelców. Tutaj otrzymał niebawem trzeci galon kapitański.

Na tej odznace jednak wszelki awans dla Rodzyńskiego ustąpił.

Armia Polska, sformowana we Francji, przeszła, w marcu roku 1918, pod pieczę Komitetu Narodowego a następnie, w październiku roku 1918, na miesiąc przed zawarciem rozejmu z Niemcami, została Armią generała Hallera.

Dzielny oficer bojowy, który był z pierwszym pułkiem w dalszym ciągu przeszedł wszystkie ognie twórcze, nie zjednał sobie uwagi władz już czysto polskich. Poglądał na wyrastających i przerastających go galonami faworytów, stał tuż pod deszczem awansów, który nieraz, w ciągu kilku miesięcy, podoficer, który prochu nie ważywał, zamieniał w majora i hardego podpułkownika!

Rodzyński służył bez szemrania. Nie lubiano takich, którzy wychodzili z szeregów wolontariuszów polskich Armii Francuskiej. Kapitan zaciągnął do Polski i wprost na front. Tutaj znów niechętnie poglądało wogół na "Hallerzyków". Więc i tutaj dalej kapitaństwo swoje włóki, choć dowodząc batalionem. Przybyły mu gwiazd na wstędze krzyża wojennego francuskiego i na tem koniec. Kiedy generał Haller zegnał się z Armią, spadł znów grad galonów! I ten grad ominął Rodzyńskiego. Poeta nie był, wierszy nie pisał, mówek nie wygłaszał, w kancelarii nie siedział, umiał tylko dowodzić, bić się mężnie i saczyć krew własną przy każdej sposobności... Nakoniec dano mu pułk cały, rzucono pod Kijów a potem kazano się cofać. Rodzyński wykonał rozkaz, jak przystało. W arjergardzie własnego pułku szedł sam z jedną kompanią. W nocy, z dnia 7 na 8 lipca, otoczony przez konnicę rosyjską, legł na stanowisku pośród oddanych mu a wiernych żołnierzy. Ciało Rodzyńskiego znaleziono z trzema ranami ciętymi głowy i licznymi ranami kłotemi bagietów.

Tak poległ prawy Sokół, dzielny oficer, gorący, żarliwy patriota. Osierocił młodzietkę żonę i dwuletniego synka.

Prasa warszawska poświęciła poległemu kapitanowi obszerne nekrologi, wypisując mnóstwo błędnych informacji i ulegając manii warszawskiej przesadzania i komponowania szczegółów. Każdego zauważającego dzieje krótkiego życia bohatera żołnierza, uderza to, razi. Rodzyński bowiem miał tyle blizn, tyle szewronów, tyle zasług, iż nie potrzeba mu było przyczepiać utarczek i bitew nielicznych, w których brali udział Bajonczycy bez niego.

Poległ Rodzyński dla Ojczyzny, poległ dla świętej sprawy, poległ jako kapitan dowódca

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI
10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.
Modele pierwszorzędnych domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

103, boul^d du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

WODA KWATOWA

ZMARTWYCHWSTANIE

Eau de Cologne aux Fleurs Polonaises

WYRABIANA W PARYŻU

PRZEZ

TOWARZYSTWO FRANCUSKIE PERFUMERJI

BROCARD & C^{ie}, PARIS

Sprzedaż hurtowa i wywóz:

8, rue Nouvelle, PARIS IX^e.

Sprzedaż detaliczna : Maison Longueville,
346, rue Saint-Honoré (przy place Vendôme)
i Maison Jean, 81, avenue des Ternes.

pułku, uznany po śmierci, po śmierci dopiero doceniony.

Część i czołem pamięci prawego Syna Ziemi!

Polacy w Lotaryngji

Kolonia Polska w Knutange-Nilvange założona niedawno Polskie Towarzystwo Oświaty.

Towarzystwo to wystąpiło publicznie i wzięło udział w obchodzie święta narodowego francuskiego. A mianowicie w pochodzie francuskim, rodacy nasi wystąpili gromadnie z chorągwiami polskimi, wywierając jaknajlepsze wrażenie swoją postawą dziarską i karnością. Chorągiew polska wyróżniała się z pośród wszystkich innych, nieśionych chorągwi. Powodzenie tego wystąpienia dało polakom bodźca do tem energiczniejszej, dalszej pracy społecznej. Zaśluga w tym razie jest udziałem prezesa Towarzystwa, p. Władysława Łąkowskiego, sekretarza, p. Pawła Twardego i skarbnika, p. Stanisława Różańskiego. Jesteśmy przekonani, iż Polacy nasi z Knutange-Nilvange niebawem zorganizują nowe, i równie pomyślne wystąpienie. Jest to działalność wysoce pożyteczna, bo popularzyje bardzo imię Polski i polaków, bo wytwarza łączność z miejscowością i, w następstwie, odbija się korzystnie na stosunkach obu narodów francuskiego i polskiego.

KRONIKA

Wiadomości Kościelne.

W dziesiątą niedzielę po Zielonych Świątkach, dnia 1 sierpnia, o godzinie 10 i pół zrana, odprawione będzie nabożeństwo z kazaniem polskim w Kościele Polskim, przy ul. Saint Honoré, 263 bis.

Podziękowanie.

Podziękowanie serdeczne składamy wszystkim Tym naszym Czytelnikom i Przyjaciołom pisma, którzy tak gromadnie na nasze wezwanie pospieszyli ze składkami na Czerwony Krzyż. W od-

FOURRURES — PELLETERIES
E. ROSNER & Cie
48, rue du Colisée, PARIS (8^e)
Tél. : Elysée 21-46

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous
Artyściów Ma-
105, boulev. du larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej

POSZUKIWANI SA GROOMI w wie-
ku od 12 do 16 lat do Banku dla Handlu i Przemys-
łu. Zgłaszać się w god. przedpołudniowych
2, rue Grétry.

TYGODNIK ILLUSTROWANY
sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA,
przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK
i ogłoszeń do TYGODNIKA
w Księgarni POLONII,
3 bis, rue La Bruyère. Paris.

powiedzi na ostatni nasz numer sobotni, już w poniedziałek nie tylko z Paryża nadeszły ofiary, lecz i z odległej prowincji! Ten akt solidarności, pośrednio, dodał i nam otuchy i wiary w potrzebę trwania na placówce.

Ufamy, że to dopiero początek, świetny poczatek i że składki na Czerwony Krzyż posyplią się oficjalnie, że płynąć będą stale, że w ten sposób nasza Kolonia da wyraz swej głębokiej miłości do kraju.

Potrzeby są olbrzymie, niedola wielka.
Lecz ślać dary na rannych, na uchodźców, na ratownictwo wdów i sierot, trzeba pamiętać i o ubogiej Działalwie polskiej w Paryżu.....

⇒ Do własnej siedziby.
Ajetura Paryska Banku dla Handlu i Przemysłu, za kilka już tygodni, z prowizorycznego lokalu swego, na ulicy Gretry, przeniesie się do wygodnej i dostatej siedziby własnej, na ulicy Chateaudun 34, gdzie w przestronnym a wytwornem pomieszczeniu będzie miała i wygodne i godne tak poważnej Instytucji polskiej biura.

⇒ Z Konsulatu Polskiego.
Zjechał był do Paryża nowomianowany konsul generalny, p. Bohdan Chełmicki i objął stanowisko.

Nominacja ta nastąpiła wskutek zmiany po przedniej decyzji przez Warszawę. A mianowicie, przy odwołaniu konsula generalnego, p. Wydżgi, zapowiadano oficjalnie, iż, ze względu na potrzebę oszczędności, konsul generalnego w Paryżu nie będzie i że całkowicie wystarczy jeden konsul, p. Łasocki. W ostatnich tygodniach zmieniono znów ten pogląd i przysłano p. Chełmickiego.

Przyjazd p. Ch. do Paryża powinien szczególnie mile być powitanym przez wszystkich Sokółów naszych, ileż nowomianowany konsul generalny był w Warszawie jednym z gorących i zażywających ogólnej sympatii drułów.

⇒ Poszukujemy.
Poszukujemy p. Ludwika Chmielnickiego, elektrotechnika. Upraszamy o zakomunikowanie adresu p. Ch. do Administracji «POLONII».

⇒ Osobiste.
W przejeździe do Polski bawił przez dni kilka dyrektor Związku Narodowego Polskiego w Stanach Zjednoczonych, p. Złotnicki. Podróż wybitnego tego działacza łączy się z kwestią przeprowadzenia pożyczki polskiej.

P. Stanisław Sterling, który był z rodziną wyjechał do Polski samochodem, powrócił do Paryża na pewien czas.

Pułkownik Mokiejewski, pierwszy szef sztabu Misji Wojskowej Francusko-Polskiej, jeden z pionierów i twórców Armii Polskiej we Francji, wyruszył do Polski. Pułkownik M. ma zamiar osiąść w Warszawie, gdzie zresztą stale przebywa najbliższa jego rodzina.

⇒ Wyczekiwanie.
W tej chwili wielu Rodaków, w szczególności będących w drodze z Ameryki północnej i południowej do Polski, zaskoczonych we Francji wiadomościami o tem, co się dzieje w Polsce, wyczekuje w Paryżu lepszych nowin.

Wybierających się do wschodnich ziem i kresów ostrzegamy przed podróżą. Do tych kresów bowiem, w tej chwili, dotrzeć trudno bardzo.

BANK
dla HANDLU i PRZEMYSŁU
w WARSZAWIE

Kapitał akcyjny 43. 200. 000 Mp. — Rezerwy około 7. 000. 000 Mp.
Instytucja centralna : WARSZAWA, ul. Traugutta, 8.

ODDZIAŁY I AGENTURY : Warszawa, Biała Podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCIJA W PARYŻU
2, rue Grétry Paris (2^e)

Telefon : Gutenberg 47-45.
Adres telegraficzny : Bankvarab.
dokonywa wszelkich czynności bankowych na najkorzystniejszych warunkach; wydaje bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, przekazy pieniężne na wszystkie miejscowości Kraju i zagranicy; wypłaca pieniężne telegraficznie; otwiera rachunki czekowe i płaci od wkładów, a Vista 3 1/2 % w stosunku rocznym; załatwia inkaso frachtów, weksli, trat, konosamentów, kuponów i. t. d.; wykonywa zlecenia giełdowe; udziela bezpłatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między Francją a Polską.

L. FROCHMANN KRAWIEC MĘZKI
20, Bd Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINIA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki
dla podróżujących Iej,
IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

Przyslijcie mandatem pocztowym

55 franków

a wzamian otrzymacie piękny,
doskonali zegarek męski, nik-
lowany lub oksydowany, ankier,
15 rubinów, chronometr
znakomitej



FABRYKI LEFEBVRE

Gwarancja pięcioletnia.

Jako premium: łańcuszek,

Mandaty pocztowe adresować:

ETABLISSEMENT LEFEBVRE

6, rue Mayran, Paris IX.

Katalogi wysyła się za nadesłan. 50 cent. markami.

Listy, nazwiska i adresy pisać wyraźnie.

Tłumaczenia, poprawianie błędów, korespondencja, przepisywanie na maszynie. Lekcje polskiego i francuskiego, 3 bis, rue Emile-Allez.

BIARRITZ Polski Pensjonat, położony w doskonałym punkcie, wyborowa kuchnia, pokoje z całodziennym utrzymaniem od 20 franków dziennie. Właścicielka pani Jellinek, Villa Narthus, L'Attalaye, w Biarritz (Basses Pyrénées).

HENRYK HUT FUTRA
wielki wybór wyrobów
Kuśnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI
S. GUTTMAYER 4, avenue Bosquet
PARIS (VII)
Podejmuje się wszelkich robót dekoracyjnych
Odnawia meble starożytne

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

BANQUE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE
à VARSOVIE

Kapitał akcyjny 43. 200. 000 Mp. — Rezerwy około 7. 000. 000 Mp.

Instytucja centralna : WARSZAWA, ul. Traugutta, 8.

AGENCIJA W PARYŻU

2, rue Grétry Paris (2^e)

Adres telegraficzny : Bankvarab.
dokonywa wszelkich czynności bankowych na najkorzystniejszych warunkach; wydaje bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, przekazy pieniężne na wszystkie miejscowości Kraju i zagranicy; wypłaca pieniężne telegraficznie; otwiera rachunki czekowe i płaci od wkładów, a Vista 3 1/2 % w stosunku rocznym; załatwia inkaso frachtów, weksli, trat, konosamentów, kuponów i. t. d.; wykonywa zlecenia giełdowe; udziela bezpłatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między Francją a Polską.



ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART
J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS — Tél. Elysée 07-71
Kupuje i płaci drogo meble starożytne,
bronzy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE
REPARACJE — PRZERÓBKИ

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

Importation - Commission

LECZINSKI & Cie

684, San Martin 67, rue de la Victoire
BUENOS-AIRES PARIS
Républ. ARGENTINE Tél. CENTRAL 07-74

Fournit tous renseignements et se charge de-
tous achats en ARGENTINE pour
Cuir, Laines, Viandes congelées, etc.

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Tél. : CENTRAL 90-10

LE GÉRANT : P. NEVEU